

INTRASTAT 2023

Notice explicative

Merkblatt

HELPDESK INTRASTAT

Pour les questions générales(codes marchandises, demandes de documentation, demandes de dispense etc.) :

Email: info-Intrastat@statec.etat.lu

Tél. : 247-84225 (Mme Noesen)

Pour les questions informatiques (IDEPWEB)

Email: support-Intrastat@statec.etat.lu

Tél.: 247-84286 (M.JOSSA) or 247-84276 (M.DE SOUSA)

Rédacteur en chef

Alain Hoffmann

Rédaction, coordination et conception graphique

Yvonne Noesen

Nadine Urhausen

STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

13, rue Erasme T +352 247-84225
B.P. 304 info-intrastat@statec.etat.lu
L - 2013 Luxembourg www.statec.lu

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source.

	Page
Version française	1-30
Formulaires	31-32
Table de conversion des codes marchandises 2022-2023	68
	Seite
Deutsche Fassung	33-64
Formulare	65-67
Umstellungstabelle der Warennummern 2022-2023	68

TABLE DES MATIÈRES

	La statistique Intrastat en abrégé	3
1.	La statistique du commerce extérieur du Luxembourg	4
1.1.	Le système de collecte statistique Intrastat	4
1.2.	Les utilisateurs des statistiques du commerce extérieur	4
1.3.	Diffusion des résultats de la statistique du commerce extérieur	4
2.	Redevable de l'information statistique	5
2.1.	Principe général	5
2.2.	Sanctions	5
2.3.	Exemption	5
2.4.	Contrôles	5
3.	Recours à un Tiers-Déclarant	6
3.1.	Responsabilité du redevable	6
3.2.	Obligations du tiers déclarant	6
4.	Allègements dans le système Intrastat	7
4.1.	Système de seuils d'exemption et de simplification	7
4.1.1.	Les différents seuils statistiques	7
4.1.2.	Schéma récapitulatif	8
4.1.3.	Exemples	8
4.2.	Application des seuils	9
4.2.1.	Montant cumulé des opérations intra-communautaires réalisées au cours de l'année	9
4.2.2.	Montant global des opérations intra-communautaires de l'année précédente	9
4.2.3.	Dispense	9
4.3.	Autres allègements prévus par le système Intrastat	10
4.3.1.	Limitation aux dix principaux codes de marchandises (NC8)	10
4.3.2.	Seuil par transaction	10
5.	Portée de la statistique du commerce intra-communautaire de biens	11
5.1.	Concept statistique de base	11
5.2.	Biens et mouvements spécifiques	11
5.2.1.	Transactions intra-UE d'une entreprise d'un autre État membre également inscrite au Luxembourg	11/12
5.2.2.	Notes de crédit	13
5.2.3.	Retour de marchandises	13
5.2.4.	Réparations et travail à façon	13
5.2.5.	Réparation / révision de véhicules et achat de carburant	14
5.2.6.	Abonnements	14
5.2.7.	Acomptes	14
5.2.8.	Cadeaux	14
5.2.9.	Déchets	14
5.2.10.	Leasing financier (location-vente)	14
5.2.11.	Location, prêt et leasing opérationnel de biens	15
5.2.12.	Logiciels	15
5.2.13.	Biens d'équipement	15
5.2.14.	Transfert de stocks	15
5.2.15.	Transactions avec des non-assujettis	15
5.3.	Marchandises exclues du système Intrastat	16
6.	Transmission des données Intrastat au STATEC	17
6.1.	Transmission mensuelle	17
6.2.	Service collecteur des déclarations Intrastat	17
6.3.	Délai de transmission	17
6.4.	Déclarations particulières	17
6.4.1.	Déclarations partielles	17
6.4.2.	Déclaration néant	17
6.5.	Supports de transmission	18
6.5.1.	Support informatique	18

6.5.1.1.	Autres formats informatiques	18
6.5.1.2.	Importation de données établies par un programme interne	18
6.5.2.	Support papier	18
6.5.3.	IDEP.WEB pour les déclarations « Intrastat » et « Balance de paiements »	19
6.6.	Rectification de déclarations	20
6.7.	Renvoi de déclarations par le STATEC	20
7.	La déclaration Intrastat	21
7.1.	Reprise des informations	21
7.2.	Entête de la déclaration	21
7.2.1.	Renseignements administratifs	21
7.2.2.	Période statistique	21
7.2.3.	Numéro TVA partenaire	21
7.2.4.	Masque de saisie IDEP.WEB	22
7.3.	Données statistiques	22
7.3.1.	Pays de provenance / Pays de destination	23
7.3.2.	Pays d'origine	23
	Géonomenclature par État	24/25
7.3.3.	Nature de transaction	26
7.3.4.	Mode de transport	27
7.3.5.	Code des marchandises interne	27
7.3.6.	Code des marchandises NC8	27
7.3.7.	Masse nette	27
7.3.8.	Unité statistique supplémentaire	28
7.3.9.	Devise	28
7.3.10.	Valeur facture	28
7.3.11.	Valeur statistique	28
7.3.12.	Référence	28
7.4.	Tableau récapitulatif des données sur les déclarations	29
8.	Helpdesk Intrastat	30
9.	Principes en matière d'application de la confidentialité	30
10.	Références à la législation communautaire	30
	Formulaires	31/32
	Table de conversion 2022-2023	68

La statistique Intrastat en abrégé

Intrastat (point 1.1)

Système de collecte des données statistiques concernant les transactions de marchandises entre le Luxembourg et les États-membres de l'UE.

Base légale (point 11)

Règlements communautaires.

Redevable de l'information statistique (RIS) (point 2)

Tout opérateur, personne physique ou morale assujettie à la TVA, effectuant des échanges de biens entre le Luxembourg et d'autres États membres, et ceci indépendamment de l'activité de l'opérateur, de la fréquence ou du but de ses échanges.

Sanctions (point 2.2)

Le redevable qui se dérobe à l'obligation statistique (envoi tardif, renseignements inexacts, ...) est passible de sanctions.

Concept statistique de base (point 5.1)

- En principe, les opérations intra-communautaires ne concernent que les marchandises traversant physiquement la frontière luxembourgeoise à destination ou en provenance d'un autre État membre.
- En conséquence, il ne faut pas déclarer, les opérations triangulaires (biens qui ne traversent pas physiquement la frontière) ainsi que les prestations de services (études, licences de logiciels,).
- Pour 3 catégories de biens (bateaux maritimes, aéronefs et véhicules spatiaux), le principe du mouvement physique a été abandonné en faveur du principe du changement de propriété.
- Les biens et mouvements spécifiques et les biens exclus du système Intrastat sont traités aux points 5.2 et 5.3

Dispense du système Intrastat (point 4.2.3)

- Les modalités de dispense s'évaluent par flux, c'est-à-dire séparément pour les arrivées et les expéditions. Une demande de dispense écrite peut être introduite lorsque la valeur des échanges intra-communautaires de biens ne dépasse plus le(s) seuil(s) annuel(s) minimum en vigueur.

Début de l'obligation de déclaration (point 4.2.1)

- L'obligation de déclaration pour un flux donné débute dès que la valeur cumulée des transactions de l'année en cours atteint le seuil de 250.000 (arrivées) ou 200.000 € (expéditions). L'opérateur a l'obligation de transmettre au STATEC des déclarations mensuelles à partir du mois de dépassement du seuil.

Délai de transmission (point 6.3)

- 16e jour ouvrable du mois suivant le mois de référence.

Supports de transmission (point 6.5)

- Déclaration électronique valable pour toutes les déclarations via le site IDEP.WEB gratuit (point 6.5.3).
- Formulaire papier, toléré pour les déclarations simplifiées.

Types de déclaration (point 4)

	Valeurs annuelles des opérations intra-communautaires (€)			
Arrivées	< 250.000	≥ 250.000	≥ 375.000	≥ 4.000.000
Expéditions	< 200.000	≥ 200.000	≥ 375.000	≥ 8.000.000
Type de déclaration	dispense	simplifiée	détaillée	détaillée étendue
Mode de transmission	---	IDEP.WEB / Papier	IDEP.WEB	IDEP.WEB

1. LA STATISTIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DU LUXEMBOURG

1.1. Le système de collecte statistique Intrastat

L'avènement du Marché Unique le 1^{er} janvier 1993 a bouleversé fondamentalement le système de la collecte des statistiques du commerce extérieur. Jusqu'à cette date, les informations statistiques relatives aux échanges de biens étaient collectées sur base des déclarations en douane. L'abolition des formalités douanières entre États Membres rendait nécessaire l'adoption d'un nouveau système de collecte des données, dénommé **système Intrastat**, comme base pour les **statistiques sur le commerce intra-communautaire**.

Le système Intrastat a la particularité de collecter les informations statistiques directement auprès des entreprises. Au moyen de déclarations mensuelles, celles-ci fournissent à l'autorité nationale compétente les données sur leurs opérations intra-communautaires. Lors de la conception du dispositif de collecte, la Commission Européenne a veillé à établir un équilibre entre, d'une part, la qualité statistique et, d'autre part, la charge pesant sur les entreprises. Un système de seuils d'exemption et de simplification a été introduit (voir chapitre 4), allégeant la charge de nombreux opérateurs intra-communautaires.

Au Luxembourg, le STATEC se charge de la collecte, du traitement et de la diffusion des données Intrastat.

1.2. Les utilisateurs des statistiques du commerce extérieur

Les dispositifs de collecte Intrastat (commerce intra-communautaire) et Extrastat (commerce extra-communautaire) permettent au STATEC d'établir et de publier des statistiques mensuelles sur le commerce extérieur du Luxembourg. Les statistiques sur le commerce international sont une source importante pour beaucoup de centres décisionnels publics et privés, par exemple:

- Eurostat, pour l'élaboration des statistiques communautaires;
 - les autorités communautaires (Commission Européenne, Banque Centrale Européenne...) dans le cadre des politiques monétaire, économique, commerciale voire écologique;
 - les organisations internationales telles que le FMI, l'ONU ou l'OCDE, pour l'évaluation de la politique économique;
 - les ambassades et consulats s'intéressant aux enjeux commerciaux;
 - les pouvoirs politiques nationaux, ainsi que les fédérations et chambres professionnelles;
 - les entreprises, (pour se positionner sur le marché, suivre l'évolution des produits déceler de nouveaux marchés/créneaux).
- À votre demande, le STATEC vous fournit des données détaillées ou spécifiques concernant les marchandises échangées (point 1.3)
- chaque autre intéressé à l'évolution des relations économiques extérieures et à l'évolution du solde de la balance commerciale (étudiant, journaliste, ...).

1.3. Publications des statistiques du commerce extérieur

Publication sur le Portail des Statistiques:

Des résultats agrégés sont diffusés gratuitement sur le site: www.statec.lu / www.statistiques.public.lu

Vous trouverez les publications sous « ECONOMIE ET FINANCES », « Relations économiques extérieures » « Commerce extérieur ».

Demandes de données statistiques détaillées:

Sur demande, des informations plus détaillées (par produits / par pays) peuvent être fournies.

Les demandes sont à adresser par email à: demande-comext@statec.etat.lu

2. REDEVABLE DE L'INFORMATION STATISTIQUE

2.1. Principe général

En principe, tout opérateur effectuant des échanges de biens avec d'autres États membres de l'Union Européenne (opérateur intra-communautaire) a l'obligation de fournir l'information statistique requise à l'Institut national compétent. Les déclarants du système Intrastat, nommés redevables de l'information statistique (RIS), peuvent aussi bien être des personnes physiques que des personnes morales (sociétés commerciales ou autres).

Pour être redevable de l'information statistique, il faut être identifié à la TVA dans l'État membre d'expédition ou dans l'État membre d'arrivées et répondre à une des conditions ci-après:

- a) être partie au contrat ayant pour effet l'acquisition ou la livraison des marchandises.
- b) à défaut d'une partie au contrat décrite ci-dessus, être la personne qui procède ou fait procéder à l'expédition, respectivement être la personne qui prend, ou fait prendre l'arrivée de marchandises.

Dans la pratique, sont redevables de l'information statistique les assujettis à la TVA, y compris ceux qui ne réalisent que des opérations ne leur ouvrant aucun droit à déduction, et les personnes morales non-assujetties à la TVA, en ce qui concerne leurs échanges intra-communautaires de biens, sont soumises dans l'État membre d'expédition, dans l'État membre d'arrivée ou dans les deux, aux obligations fiscales de déclaration prévues par la directive européenne 2006/112/CE.

2.2. Sanctions

L'obligation de remplir les déclarations résulte de la loi du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques (STATEC).

Art. 13. « *Les administrations publiques, les communes et les établissements publics ainsi que toutes les personnes physiques ou morales sont tenues de fournir les renseignements statistiques demandés par le STATEC dans les délais fixés dans sa requête.* »

Le redevable qui se dérobe à l'obligation statistique est passible de sanctions.

Art. 15 « *Le refus de fournir les renseignements demandés, le refus de les fournir dans le délai prescrit ainsi que le fait de fournir intentionnellement des renseignements inexacts ou incomplets est passible d'une **amende de 251 à 2500 euros*** ».

Précisons que la sanction ne libère pas le redevable de son obligation statistique. En aucun cas, l'amende ne dispensera le redevable de la fourniture de la déclaration Intrastat respective.

2.3. Exemption

Sont exemptés du devoir d'information statistique Intrastat:

- les particuliers.
- les personnes juridiques ou physiques qui sont déjà exemptés du dépôt d'une déclaration fiscale.
- les assujettis à la TVA dont les échanges intra-communautaires de biens ne dépassent pas le seuil d'exemption.

2.4. Contrôles

Conformément à la législation communautaire, l'Administration de la TVA fournit au STATEC des informations relatives aux flux intra-communautaires des entreprises.

Le STATEC consulte régulièrement les données TVA, afin de:

- détecter de nouveaux redevables,
- comparer ces données avec celles déclarées au STATEC avec comme objectif de détecter des erreurs.

Veuillez noter que l'Administration de l'Enregistrement, par contre, n'a pas accès aux données individuelles récoltées par le système Intrastat.

3. RECOURS A UN TIERS DECLARANT

3.1. Responsabilité du redevable de l'information statistique (RIS)

Le redevable (RIS) peut transférer la charge de l'établissement des déclarations Intrastat sur une tierce personne, nommée tiers déclarant (TD). Ce transfert ne diminue en rien la responsabilité du redevable. Le RIS doit fournir au tiers déclarant tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement des obligations déléguées au TD.

3.2. Le tiers déclarant (TD)

Le tiers déclarant est un prestataire de services occasionnel ou permanent, tel qu'un expert-comptable, une firme spécialisée (fiduciaire, ...) ou même une agence en douane.

Le tiers déclarant doit résider dans un État membre, sans que le pays de résidence soit identique au pays du RIS, ni le pays où ce dernier est redevable. Tout tiers déclarant qui ne réside pas au Luxembourg et qui ne dispose pas de numéro d'identification (numéro LU) doit introduire une demande écrite auprès du service Intrastat (info-intrastat@statec.etat.lu) pour obtenir un numéro d'identification relatif au système Intrastat.

4. ALLEGEMENTS DANS LE SYSTEME INTRASTAT

Dans un souci de ne pas imposer des charges excessives aux opérateurs économiques, le législateur communautaire a introduit un système de seuils. Ces seuils s'expriment en valeur annuelle des échanges intra-communautaires en dessous desquels les RIS sont dispensés de fournir des informations Intrastat ou peuvent fournir une information simplifiée.

Il est important de noter que les conditions et modalités d'allègements prévus par le système Intrastat s'appliquent par flux. Concrètement, il y a toujours lieu de traiter les arrivées indépendamment des expéditions. En aucun cas, les arrivées et les expéditions seraient à cumuler.

4.1. Système de seuils d'exemption et de simplification

Un système de seuils statistiques à trois niveaux a été mis en place:

- Le seuil d'exemption
- Le seuil de simplification
- Le seuil détaillé (déclaration détaillée)
- Le seuil détaillé étendu (déclaration détaillée étendue)

Ces seuils représentent les limites, exprimées en valeurs annuelles d'opérations intra-communautaires, au niveau desquelles les obligations des redevables sont soit suspendues, soit allégées.

L'envergure des allègements est déterminée de la façon suivante:

- 1) le redevable évalue la valeur annuelle de ses opérations intra-communautaires tant à l'arrivée qu'à l'expédition. La valeur annuelle est calculée à partir du montant global de l'année précédente ou, le cas échéant, du montant cumulé de l'année en cours (voir paragraphe 4.2.).
- 2) les montants ainsi calculés permettent au redevable de classer chaque flux dans une des catégories de seuils.

4.1.1. Les différents seuils statistiques

Seuil d'exemption (250.000 euros pour les acquisitions, 200.000 euros pour les expéditions)

Sont dispensés de la déclaration périodique les redevables de l'information statistique dont le montant annuel des acquisitions intra-communautaires ne dépasse pas 250.000 euros et ceux dont les expéditions intra-communautaires ne dépassent pas 200.000 euros.

Seuil de simplification (375.000 euros par flux)

Les redevables dont le montant annuel de chacun des deux flux relatifs aux opérations intra-communautaires ne dépasse pas 375.000 euros, mais est supérieur à 250.000 euros pour les acquisitions, respectivement supérieur à 200.000 euros pour les expéditions, doivent remettre une déclaration simplifiée pour ce flux.

Seuils détaillés (4 millions euros pour les acquisitions; 8 millions euros pour les expéditions)

Acquisitions intra-communautaires (4.000.000 euros)

Les redevables dont le montant annuel des acquisitions intra-communautaires est compris entre 375.000 euros et 4 millions euros doivent remettre une déclaration détaillée.

Expéditions intra-communautaires (8.000.000 euros)

Les redevables dont le montant annuel des expéditions intra-communautaires est compris entre 375.000 euros et 8 millions euros doivent remettre une déclaration détaillée.

Seuil détaillé étendu

Lorsque le montant annuel est supérieur à 4.000.000 euros pour les acquisitions ou supérieur à 8.000.000 euros pour les expéditions, les redevables doivent remettre une déclaration détaillée étendue nécessitant des indications additionnelles sur la valeur statistique et le mode de transport.

4.1.2. Schéma récapitulatif

	Valeurs annuelles des opérations intra-communautaires (€)			
Arrivées	< 250.000	≥ 250.000	≥ 375.000	≥ 4.000.000
Expéditions	< 200.000	≥ 200.000	≥ 375.000	≥ 8.000.000
Type de déclaration	dispense	simplifiée	détaillée	détaillée étendue
Mode de transmission	---	IDEP.WEB/Papier	IDEP.WEB	IDEP.WEB

4.1.3. Exemples

Exemple 1:

Valeur annuelle des acquisitions en 2023: 175.000 euros

Valeur annuelle des livraisons en 2023: 50.000 euros

L'entreprise est dispensée de l'établissement d'une déclaration Intrastat pour les deux flux, étant donné que la valeur annuelle est chaque fois inférieure au seuil de 250.000 respectivement 200.000 euros. Rappelons que les conditions et modalités d'allègements sont à déterminer séparément pour chaque flux, le flux d'arrivée et le flux d'expédition. En aucun cas, il faudra additionner la valeur des deux flux (175.000 euros dans notre exemple 1), pour déterminer le type de déclaration Intrastat à remplir.

Exemple 2:

Valeur annuelle des acquisitions en 2023: 225.000 euros

Valeur annuelle des livraisons en 2023: 25.000 euros

L'entreprise dépasse le seuil de 250.000 euros pour les acquisitions, donc elle devient redevable pour les déclarations d'arrivée. Par contre, elle bénéficiera d'une dispense pour les expéditions.

Exemple 3:

Valeur annuelle des acquisitions en 2023: 500.000 euros

Valeur annuelle des livraisons en 2023: 75.000 euros

L'entreprise établira des déclarations détaillées pour les arrivées, mais bénéficiera d'une exemption pour les expéditions.

Exemple 4:

Valeur annuelle des acquisitions en 2023: 225.000 euros

Valeur annuelle des livraisons en 2023: 300.000 euros

L'entreprise communiquera à partir du mois de dépassement du seuil des déclarations simplifiées pour les arrivées ainsi que pour les expéditions.

Exemple 5:

Valeur annuelle des acquisitions en 2023: 250.000 euros

Valeur annuelle des livraisons en 2023: 750.000 euros

L'entreprise transmettra des déclarations détaillées pour les expéditions et des déclarations simplifiées pour les arrivées.

Exemple 6:

Valeur annuelle des acquisitions en 2023: 3.000.000 euros

Valeur annuelle des livraisons en 2023: 9.000.000 euros

L'opérateur intra-communautaire transmettra des déclarations détaillées étendues (avec indication de la valeur statistique et du mode de transport) pour les expéditions et des déclarations détaillées (sans indication de la valeur statistique et du mode de transport) pour les arrivées.

4.2. Application des seuils

Rappelons que la valeur annuelle des flux est calculée à partir du montant global de l'année précédente ou, le cas échéant, du montant cumulé de l'année en cours.

Les redevables sont contactés par lettre sur base des opérations intra-communautaires indiquées sur les déclarations TVA. Dans le cas d'une déclaration TVA trimestrielle ou annuelle, le STATEC n'est pas en mesure de déterminer le mois exact de dépassement du seuil. Par conséquent, le premier mois du trimestre concernée est indiqué par défaut comme début de redevabilité des déclarations Intrastat. Le redevable est tenu de calculer le mois exact de dépassement du seuil et d'en informer le STATEC afin que le début de redevabilité puisse être déterminé.

4.2.1. Montant cumulé des opérations intra-communautaires réalisées au cours de l'année

En effet, l'opérateur intra-communautaire qui

- vient de débiter ses activités commerciales au cours de l'année, ou
- bénéficie d'un allègement, voire d'une dispense, au vu de ses résultats de l'année précédente,

doit également prendre en considération le résultat de l'année en cours.

En principe, le redevable est tenu de vérifier – mensuellement et pour chaque flux – si les conditions et modalités d'allègements, dont il bénéficie actuellement, restent en vigueur pour le mois prochain. Précisons que le logiciel IDEP cumule automatiquement les montants de l'année en cours et avertit le redevable de déclarer en fonction du seuil franchi à partir du mois suivant.

Si le montant ainsi calculé ne dépasse pas le seuil ayant déterminé jusqu'à présent ses obligations statistiques, les conditions et modalités d'allègements demeurent inchangées pour le redevable.

Par contre, si le montant dépasse ce seuil, le redevable devra se conformer aux obligations statistiques liées au nouveau seuil. Il y a lieu de distinguer entre:

1) Les redevables bénéficiant d'une dispense ou venant de débiter leurs activités commerciales.

Dans la mesure où, en cours d'année, le montant cumulé des acquisitions intra-communautaires dépasse le seuil d'exemption de 250.000 euros et/ou le montant cumulé des expéditions intra-communautaires dépasse le seuil d'exemption de 200.000 euros, le redevable exempté devra remplir ses obligations (déclarations mensuelles Intrastat) pour le mois et à partir du mois au cours duquel le seuil a été dépassé.

2) Les redevables établissant des déclarations simplifiées /détaillées

Lorsque le montant cumulé des activités intra-communautaires dépasse en cours d'année le seuil de simplification (ou le seuil détaillé), le redevable devra à partir du mois suivant établir une déclaration détaillée / déclaration détaillée étendue.

4.2.2. Montant global des opérations intra-communautaires de l'année précédente

Avec la clôture de l'année (c. à d. après dépôt de la déclaration du mois de décembre), tous les redevables bénéficiant d'allègements ou non, peuvent évaluer à nouveau leur situation. La valeur annuelle des opérations intracommunautaires permettra aux redevables de se classer par rapport aux quatre seuils et de déterminer le niveau des allègements dont ils bénéficieront, le cas échéant, à partir de la déclaration couvrant le mois de janvier de l'année prochaine.

Cette deuxième opération se distingue de la première (point 4.2.1) du fait que le redevable peut, si les conditions sont remplies bénéficier d'un niveau d'allègements plus élevé. Veuillez consulter à ce sujet également le point suivant 4.2.3.

Le logiciel IDEP.WEB informe le redevable du dépassement d'un des seuils et l'invite à déclarer du seuil franchi (détaillé ou détaillé étendu).

4.2.3. Dispense

Une société qui constate en fin d'année que le montant cumulé annuel de ses échanges intra-communautaires ne dépasse plus 250.000 euros à l'arrivée et/ou 200.000 euros à l'expédition, peut faire une demande de dispense pour le ou les flux en question pour l'année suivante, à l'adresse :

info-intrastat@statec.etat.lu .

4.3. Autres allégements prévus par le système Intrastat

4.3.1. Limitation aux dix principaux codes de marchandises (NC8)

La présente disposition s'adresse uniquement aux redevables établissant des déclarations simplifiées (250.000 / 200.000 euros < montant annuel $\leq$ 375.000 euros).

Ces entreprises peuvent mentionner sur la déclaration simplifiée les dix codes de marchandises de la nomenclature combinée (NC8) les plus importants en valeur pour la période couverte par la déclaration. Les autres marchandises peuvent être regroupées sous le code marchandise 99500000. Il y a toujours lieu de ventiler ensuite les codes NC8 par pays partenaire.

4.3.2. Seuil par transaction

Tous les redevables ont la possibilité de regrouper sous la position 99500000 leurs transactions inférieures à 100 euros. A nouveau, il y a lieu de ventiler ce code NC8 par pays partenaire.

5. PORTÉE DE LA STATISTIQUE DU COMMERCE INTRA-COMMUNAUTAIRE DE BIENS

5.1. Concept statistique de base

De manière générale, la statistique du commerce intra-communautaire de biens enregistre toutes les marchandises qui font augmenter ou diminuer le stock des ressources matérielles d'un État membre en entrant (arrivées en provenance d'un autre État membre) ou sortant (expéditions à destination d'un autre État membre) de son territoire économique.

La statistique du commerce intra-communautaire du Luxembourg ne recense donc en principe que les marchandises traversant physiquement la frontière luxembourgeoise (y compris l'énergie électrique et le gaz) à destination ou en provenance d'un autre État membre. Le transfert de propriété n'est pas un facteur déterminant pour la statistique du commerce extérieur, excepté pour trois catégories de biens :

1. bateaux affectés à la navigation maritime,
2. aéronefs exploités par une compagnie aérienne,
3. véhicules spatiaux tels que les satellites.

Pour ces catégories de biens, le principe du mouvement physique de marchandises est abandonné en faveur du principe du changement de propriété entre un résident et un non-résident.

Il convient d'exclure de la statistique du commerce extérieur:

1. Les marchandises en simple circulation (biens en transit), c.à.d. qui traversent directement le pays ou s'y arrêtent pour des raisons liées exclusivement au transport;
2. Les biens admis ou expédiés temporairement (à l'exception des biens destinés au travail à façon ou à la réparation). La durée prévue de l'usage temporaire ne doit pas ou ne devait pas dépasser les 24 mois. (, ex. la location, le prêt ou le leasing opérationnel d'une voiture pour une durée inférieure à 24 mois)
3. Les opérations triangulaires (à l'exception de celles qui concernent les bateaux maritimes, aéronefs et véhicules spatiaux) où seulement des opérations financières ou autres ont lieu entre un résident et un non-résident sans que les marchandises transitent physiquement la frontière luxembourgeoise;
4. Les frais liés à des prestations de service (à l'exception des coûts liés au travail à façon ou à la réparation de biens traversant la frontière) tels que l'acquisition ou la vente de licences, la réalisation d'études, le coût de la main d'œuvre,

5.2. Biens et mouvements spécifiques

5.2.1. Transactions intra-UE d'une entreprise d'un autre État membre également inscrite au Luxembourg.

Sont visées dans ce contexte les transactions intra-communautaires du Luxembourg, au cours desquelles intervient une entreprise établie dans un autre État membre, mais également inscrite au Luxembourg (sans y avoir forcément un établissement).

En pratique, les transactions peuvent se rapporter à des ventes à distance ou encore à des activités de construction ou de montage.

Les différentes parties économiques sont:

A = une entreprise établie dans un autre État membre

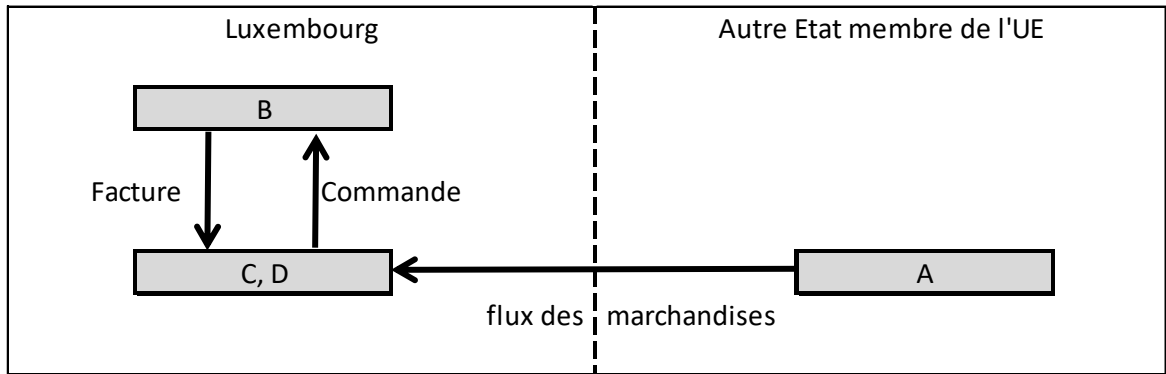
B = la même entreprise A inscrite au Luxembourg (et ayant de ce fait un numéro d'identification LU)

C = une autre entreprise établie au Luxembourg

D = un particulier résidant au Luxembourg

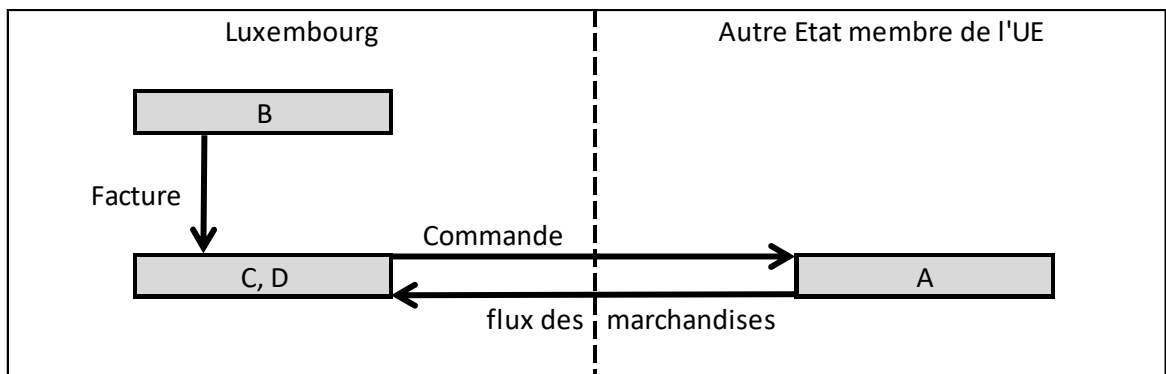
Cas 1:

C ou D ont lancé leur commande auprès de B, mais A les approvisionne directement. La facture est établie par B (avec TVA luxembourgeoise). Dans ce cas B est le redevable de l'information statistique (RIS) et doit établir la déclaration Intrastat même si les marchandises sont directement destinées à des particuliers. C (et D) sont dispensés.



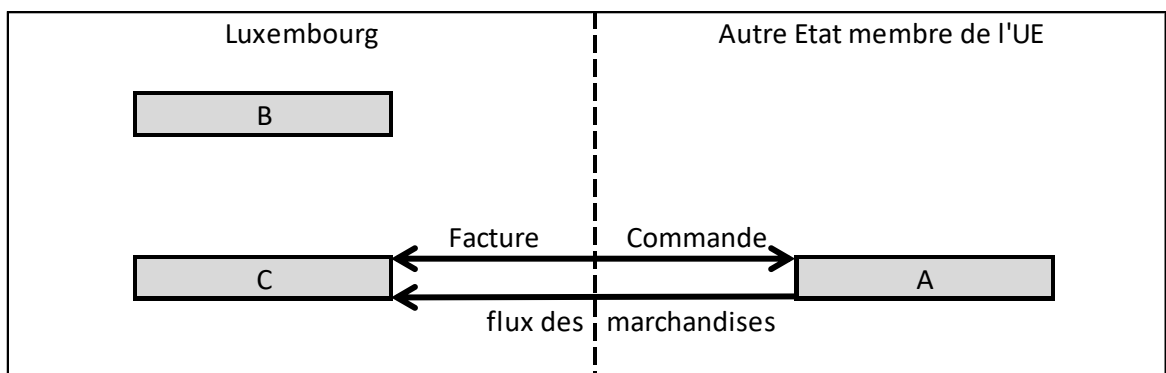
Cas 2:

C ou D ont lancé leur commande auprès de A qui les approvisionne directement. Toutefois la facture est établie par B (avec TVA luxembourgeoise). Dans ce cas B est le redevable de l'information statistique (RIS) et doit établir la déclaration Intrastat même si les marchandises sont directement destinées à des particuliers. C (et D) sont dispensés.



Cas 3:

C commande auprès de A et reçoit la marchandise directement de A. La facture (sans TVA luxembourgeoise) est établie par A. En fait B n'intervient pas dans la relation entre C et A. Dans ce cas, C est le RIS et doit établir la déclaration Intrastat.



Compte tenu de la marge d'interprétation qui peut à la rigueur prévaloir dans les différents cas de figure, il est dans l'intérêt de tous qu'une concertation ait lieu entre les acteurs pour éviter un double emploi ou, au contraire, pour courir le risque de devoir établir rétroactivement un nombre important de déclarations.

5.2.2. Les notes de crédit

1. Les notes de crédit relatives à des escomptes et remises ne sont pas à déclarer.
2. Les notes de crédit se rapportant à des marchandises retournées au vendeur sont à déclarer comme retour de marchandises (voir point 5.2.3.)
3. Les notes de crédit pour facture erronée sont à déclarer comme correction au service Intrastat. (voir point 6.6).

5.2.3. Retour de marchandises (voir aussi le point 7.3.3 - nature de transaction)

Le retour de marchandises, c. à d. les marchandises non acceptées par l'acheteur et retournées au vendeur, sont à déclarer dans le flux opposé avec la nature de transaction 21, pour autant que l'entreprise est tenue à déclarer dans l'autre flux. Lorsque le retour de marchandises s'opère au cours du mois de la réception des marchandises, il suffit de déclarer le montant effectif (voir point 7.3.3 - nature de transaction).

5.2.4. Réparations et travail à façon

Des marchandises échangées en vue ou à la suite d'opérations de réparations ou de travail de perfectionnement (travail à façon) sont à déclarer en Intrastat. Précisons qu'il s'agit bien d'une exception. En principe, les transferts passagers de marchandises d'un pays à l'autre d'une durée inférieure à 24 mois (ex: transfert de machines nécessaires sur un chantier) ne font pas l'objet d'une collecte statistique Intrastat.

L'expédition ou l'arrivée des marchandises en vue d'un travail à façon ou d'une réparation doit être déclarée pour la valeur totale (estimée) du bien. Lors de la réexpédition ou du retour des marchandises après travail à façon ou réparation, la même valeur estimée doit être déclarée pour Intrastat, augmentée des frais de perfectionnement ou de réparation.

Il y a lieu de distinguer entre les déclarations détaillées étendues et les déclarations détaillées

1) Déclaration détaillée étendue (indication obligatoire de la valeur statistique)

Point de vue du donneur d'ordre:

	Expédition en vue du travail à façon / de réparation	Arrivée après travail à façon / réparation
Nature de transaction	code 41/61	code 51/62
Montant facturé	0 *	valeur du travail presté par le façonnier
Valeur statistique	Valeur de la marchandise	Valeur de la marchandise, du travail presté par le façonnier et du transport

Point de vue du façonnier:

	Arrivée en vue du travail à façon / de réparation	Expédition après travail à façon / réparation
Nature de transaction	code 41/61	code 51/62
Montant facturé	0 *	valeur du travail presté par le façonnier
Valeur statistique	Valeur de la marchandise + valeur du transport	Valeur de la marchandise + valeur du travail presté par le façonnier

*Le logiciel IDEP.WEB n'accepte pas le chiffre „0“. Il faut introduire la valeur „1“ au lieu de la valeur „0“ dans la case „montant facturé“

2) Déclaration détaillée

Comme la valeur statistique ne figure pas dans la déclaration détaillée (ou simplifiée) la valeur définie doit être déclarée de la façon suivante :

Point de vue du donneur d'ordre:

	Expédition en vue du travail à façon / de réparation	Arrivée après travail à façon / réparation
Nature de transaction	code 41/61	code 51/62
Montant facturé	Valeur de la marchandise	Valeur de la marchandise et du travail presté par le façonnier

Point de vue du façonnier:

	Arrivée en vue du travail à façon / de réparation	Expédition après travail à façon / réparation
Nature de transaction*	code 41/61	code 51/62
Montant facturé	Valeur de la marchandise	Valeur de la marchandise et du travail presté par le façonnier

5.2.5. Réparation/révision de véhicules

La réparation ou la révision de véhicules, effectuée sur le territoire d'un autre État membre, est à déclarer. Voir également les points 5.2.4 et 7.3.3.

5.2.6. Abonnements pour une livraison dont le chargement n'aura lieu que plus tard

Abonnements de périodiques, revues, etc. La valeur des marchandises peut être déclarée en une fois avec le code marchandise approprié (voir chapitre 49 de la nomenclature combinée), et non pas pour chaque envoi réel.

5.2.7. Acomptes

Les acomptes ne doivent pas être déclarés séparément. La déclaration a lieu au moment de l'arrivée/expédition (principe du mouvement physique) et pour le montant total.

5.2.8. Cadeaux

Les cadeaux ou envois gratuits (à l'exception du matériel publicitaire et des échantillons commerciaux) sont à déclarer avec la valeur totale estimée réelle des marchandises (p.ex. pièces de rechange, ...).

5.2.9. Déchets

Les échanges de déchets sont à déclarer en Intrastat. On distingue 3 types de transactions (nature de transaction):

- 11: achat/vente de déchets avec valeur marchande
- 41/51: recyclage de déchets avec retour du matériel recyclé au commanditaire (travail à façon)
- 99: élimination de déchets sans valeur marchande entraînant des frais d'enlèvement ou de traitement pour le commanditaire (par convention: montant facturé = 1 euro).

5.2.10. Leasing financier (crédit-bail)

Le leasing financier avec transfert de propriété doit être déclaré au moment où ce transfert a lieu. La valeur totale et non la valeur restante de la marchandise faisant l'objet du contrat est à déclarer. Les loyers sont calculés de manière à couvrir entièrement ou pratiquement entièrement la valeur des biens. Les risques et bénéfices liés à la possession des biens sont transférés au locataire. À la fin du contrat, le locataire devient effectivement propriétaire des biens.

5.2.11. Location, prêt et leasing opérationnel de biens

Seuls la location, le prêt ou le leasing opérationnel de biens d'une durée supérieure à 24 mois sont à déclarer. Le leasing opérationnel est un bail simple, sans option d'achat. Le locataire bénéficie de l'usage total du bien, mais sans endosser le risque de la propriété. Le loueur garde la propriété du matériel en fin de bail et assure sa ré-commercialisation.

5.2.12. Logiciels

Les logiciels informatiques standards tels que tableurs, traitements de texte, programmes de mise en page, bases de données sur support physique et faisant l'objet d'une acquisition / livraison intra-UE sont à déclarer en Intrastat. La valeur se compose non seulement de la valeur du support, mais également de celle du logiciel. Par contre, si le logiciel a été conçu à la demande d'un client particulier, il n'est pas repris en Intrastat, car ceci est à considérer comme un service. De plus, si le logiciel est livré par email ou Internet, la transaction n'est pas reprise en Intrastat étant donné qu'il n'y a pas de support physique.

5.2.13. Biens d'équipement /investissements

L'acquisition voire la revente de biens d'équipement (machine de production, voiture de service, camion, ordinateur, ...) et de biens comptabilisés sous frais généraux (fournitures de bureau, accessoires, ...) et investissements sont à indiquer dans la déclaration Intrastat.

5.2.14. Transfert de stocks.

Il y a lieu de distinguer deux cas:

1. Le mouvement de stocks en provenance ou à destination d'un État membre de l'UE entraînant un transfert effectif, prévu ou futur de propriété contre compensation financière ou autre (p.ex. arrivées / expéditions de marchandises dans un entrepôt ou centre de distribution en attente d'une vente à des clients): suivant les caractéristiques du transfert, les mouvements de stocks précités sont à déclarer avec la nature de transaction 11, 12, 31.
2. Le mouvement de stocks en provenance ou à destination d'un État membre de l'UE où aucun changement de propriété n'est prévu (p.ex. transferts de biens à l'étranger ayant des raisons purement logistiques).
Ces transferts de stocks sont à déclarer avec la nature de transaction 99.

5.2.15. Transactions avec des non-assujettis.

Les transactions (achats et ventes) avec des non-assujettis (p.ex. des personnes privées) sont à déclarer sous la nature de transaction 11 ou 12.

5.3. Marchandises exclues du système Intrastat

Certaines marchandises circulant entre États membres ne doivent pas être déclarées en Intrastat. Il s'agit essentiellement de marchandises faisant l'objet d'un échange de nature passagère et/ou ne faisant pas l'objet d'une transaction commerciale.

Sont exclues les données relatives aux marchandises suivantes:

- a) l'or dit monétaire;
- b) les moyens de paiement ayant cours légal et les valeurs, y compris ceux servant à payer des services, tels que l'affranchissement, les impôts ou les redevances;
- c) les biens destinés à un usage temporaire (par exemple, location, prêt, leasing opérationnel), pourvu que toutes les conditions suivantes soient réunies:
 - aucun perfectionnement/réparation n'est ou n'a été envisagé ou effectué,
 - la durée prévue de l'usage temporaire ne doit pas ou ne devait pas dépasser les 24 mois,
 - l'expédition/l'arrivée ne doit pas être déclarée comme livraison/acquisition aux fins de la TVA;
- d) les biens circulant entre un État membre et ses enclaves territoriales dans d'autres États membres et l'État membre hôte et les enclaves territoriales d'autres États membres ou des organisations internationales. Les enclaves territoriales comprennent les ambassades et les forces armées nationales stationnées en dehors du territoire du pays d'origine;
- e) les biens véhiculant de l'information personnalisée, y compris les logiciels.
Il s'agit de vecteurs d'information tels que des disquettes, des bandes d'ordinateur, des pellicules, des plans, des bandes audio et vidéo, des CD-ROM stockant un logiciel informatique qui ont été mis au point pour répondre à la commande d'un client particulier ou qui ne font pas l'objet d'une opération commerciale, ainsi que les biens livrés en compléments, par exemple les mises à jour qui ne sont pas facturées aux destinataires;
- f) les logiciels téléchargés à partir d'Internet, e-books, abonnements de journaux online, etc.
- g) les biens fournis gratuitement et ne faisant pas l'objet d'une transaction commerciale, à condition que ce soit dans la seule intention de préparer ou de soutenir une transaction commerciale prévue à une date ultérieure, en démontrant les caractéristiques des biens ou services tels que matériel publicitaire et échantillons commerciaux;
- h) les moyens de transport circulant pendant leur fonctionnement, y compris les lanceurs de véhicules spatiaux au moment du lancement dans l'espace.

6. TRANSMISSION DES DONNEES INTRASTAT AU STATEC

6.1. Transmission mensuelle

Le redevable ou le tiers déclarant désigné remet au STATEC les données sur les opérations intra-communautaires au moyen de déclarations récapitulatives mensuelles, dénommées déclarations Intrastat. Précisons à ce sujet que:

- des déclarations distinctes sont à établir pour les expéditions et les arrivées,
- une déclaration trimestrielle n'est pas possible.

6.2. Service réception

Déclarations sur support papier:

STATEC
Service Intrastat
Boîte postale 304
L-2013 Luxembourg

Les déclarations par email (Excel, PDF ou JPG) sont tolérées:

info-intrastat@statec.etat.lu

6.3. Délai de transmission

Les déclarations doivent parvenir au STATEC le **16e jour ouvrable** qui suit le mois de référence.

6.4. Déclarations particulières

6.4.1. Déclarations partielles

Le redevable peut transmettre les données relatives à un mois donné, soit en une déclaration, soit au moyen de plusieurs déclarations partielles.

En cas de transmission de déclarations partielles, le délai de transmission précité s'applique à la dernière déclaration partielle concluant le mois en question.

6.4.2. Déclaration « Néant »

Au cas où le déclarant n'a pas de mouvement à déclarer (soit à l'expédition, soit à l'arrivée), il y a lieu d'envoyer une déclaration "NEANT" afin d'éviter l'envoi de rappels inutiles.

6.5. Supports de transmission

La déclaration Intrastat peut être établie et transmise comme indiqué ci-dessous :

- Les déclarations détaillées et détaillées étendues doivent obligatoirement être établies via le formulaire Internet IDEP.WEB: <https://services.statec.lu/IddepWeb/>
- Les déclarations simplifiées peuvent être établies sur papier. Le dépôt électronique par le logiciel Idep.Web est fortement recommandé.

6.5.1. Support informatique

À partir du seuil annuel de 375.000 euros, les redevables sont tenus d'utiliser IDEP.WEB.

IDEP.WEB présente de nombreux atouts:

- Encoder les données requises ou importer ces données d'un programme interne à la société.
- Recourir à des tables adaptées à l'environnement de la société.
- Créer des tables de correspondance entre des codes internes de la société et les codes de la nomenclature combinée.
- Prédéfinir des lignes de déclarations (particulièrement utile lorsque la société échange souvent les mêmes produits).
- ...

Pour plus de détails, veuillez consulter les informations sur IDEP.WEB (point 6.5.3).

6.5.1.1. Autres formats informatiques

Veuillez noter que le STATEC n'accepte pas de formats informatiques autres que celui d'IDEP. Nous restons toutefois à votre disposition pour élaborer, avec vous, une solution praticable et gratuite adaptée à votre environnement informatique.

6.5.1.2. Importation de données établies par un programme propre à la société

La plateforme IDEP.WEB permet l'importation de données établies par un programme interne à la société. Cette procédure a l'avantage non négligeable de vérifier les données à la source, à l'aide des fonctions de contrôle inhérentes à IDEP.WEB. En outre, il est possible de compléter ou rectifier les données ainsi importées. Dès lors, le risque de se voir retourner la déclaration Intrastat est minimisé.

En cas de problèmes (par exemple lors de l'installation de l'interface, ...), l'helpdesk du STATEC se tient à votre disposition. Il suffit de nous transmettre les fichiers établis par votre propre programme informatique ou par votre software de comptabilité.

6.5.2. Support papier

Le support sur papier est seulement accepté pour les déclarations simplifiées. Il y a lieu d'utiliser les formulaires à la fin de la version française de cette notice, respectivement de télécharger les formulaires PDF de notre site Internet www.statec.lu (Enquêtes - Espace entreprises - Intrastat).

Nous vous prions de remplir le formulaire Intrastat à l'aide de caractères bien lisibles. Si votre déclaration dépasse le cadre d'une page, veuillez utiliser des relevés supplémentaires et prévoir une numérotation des feuilles (en haut à droite). Il est recommandé de garder au niveau de l'entreprise une copie de la déclaration Intrastat envoyée au STATEC.

6.5.3. IDEP.WEB pour les déclarations „Intrastat“ et „Balance des paiements“

Fonctionne sur les navigateurs les plus populaires: Internet Explorer, Mozilla Firefox, Google Chrome, Safari, Opera.

Demande d'ouverture d'un compte utilisateur:

- Pour accéder au logiciel, il faut créer un compte utilisateur avec un mot de passe. Après réception de la demande, le codes d'accès sera envoyé par courrier postal recommandé.
- La demande de compte doit être envoyée à l'adresse **info-intrastat@statec.etat.lu** en indiquant les informations suivantes:
 - le numéro d'identification de la société (LU_____),
 - le nom et l'adresse de la société,
 - les coordonnées d'une personne contact au sein de la société redevable (prénom, nom, n° téléphone, adresse email)

Avantages:

- accès à tout moment via Internet à vos données.
- accusé de réception immédiat par courriel.

Langues:

- français, allemand, anglais

Simple encodage:

- entrée des données avec vérification immédiate.

Importation de données:

- possibilité de reprendre les données de programmes commerciaux usuels.
- possibilité de reprendre des données de fichiers internes à la société (Excel, Dbase, MS-Access, textes).
- possibilité de télécharger les tables Intrastat et Balance des paiements pour les logiciels internes.

Adaptation à la situation société:

- copie d'anciennes lignes ou d'anciennes déclarations.
- possibilité de travailler avec des libellés de marchandises internes à la société.
- création de lignes modèles (lignes de déclaration préparées).
- table avec vos partenaires commerciaux (expéditions).

Recherche des codes marchandises:

- la recherche par mot clé fonctionne en trois langues (français, allemand, anglais). Il est possible de changer de langue durant la recherche.

Déclaration / tiers-déclarant:

- si le redevable a transmis une partie de la charge de déclaration à un tiers-déclarant, le redevable a accès à toutes les déclarations, tandis que le tiers-déclarant a seulement accès aux déclarations établies par lui-même.

Aide:

- une aide est disponible pour chaque menu et option.

Informations générales sur IDEP.WEB:

- M. J-P Jossa ou M. X. De Sousa, support-intrastat@statec.etat.lu, tél.: 247 84286 ou 247 74286

6.6. Rectifications de déclarations

Si une déclaration déjà envoyée est erronée, la procédure à suivre est la suivante:

Utilisateurs d'IDEP.WEB:

Dans le cas où une déclaration déjà envoyée doit être corrigée, il y a lieu de choisir l'option « Remplacer ». Les données de la déclaration déjà envoyée seront copiées dans la nouvelle déclaration. Après redressement (ajoutes, corrections, effacements) et transmission, cette nouvelle déclaration remplacera celle envoyée auparavant.

Utilisateurs du formulaire papier:

Une rectification des erreurs de la première déclaration est à transmettre à nouveau en mentionnant **“Annule et remplace”**. Il peut s'agir d'ajoutes, de corrections ou d'effacements

6.7. Renvoi de déclarations par le STATEC

Le redevable n'a pas seulement l'obligation de remettre les déclarations au STATEC dans le délai prescrit, mais il est également tenu à fournir des informations exactes et conformes aux prescriptions. Les déclarations comportant des erreurs peuvent être refusées et retournées au redevable.

Le formulaire Internet IDEP.WEB a l'avantage de disposer de procédures de contrôles automatiques examinant les données dès leur entrée ou saisie. Un refus de la déclaration établie par IDEP.WEB est ainsi peu probable, vu que le taux d'erreurs est fortement réduit.

7. Confidentialité des données de la déclaration Intrastat

Les renseignements contenus dans les déclarations ne seront utilisés qu'à des fins statistiques. Le STATEC garantit la confidentialité de toutes les données individuelles.

7.1. Reprise des informations

Les valeurs sont à indiquer en chiffres positifs.

En général, les données concernant Intrastat peuvent être déduites:

- des factures d'achat et de vente
- des documents de transport ou des bons de livraison
- des contrats ou bons de commande
- ...

7.2. Renseignements administratifs

7.2.1. Coordonnées du redevable de l'information statistique

N° LU :

Le redevable de l'information statistique doit indiquer son numéro LU.

Dans le cas d'une société qui se divise en plusieurs filiales identifiées sous un même numéro LU (par exemple 12345678), et qui fait des déclarations à partir de plusieurs unités de production, le numéro LU peut être complété par un code à deux chiffres (par exemple 1234567801 et 1234567802). Cette opération permet de distinguer les unités de production ou filiales entre elles. Une demande en ce sens sera adressée au STATEC (info-intrastat@statec.etat.lu)

Nom / Adresse postale :

Le redevable de l'information statistique doit s'identifier en indiquant le nom de l'entreprise ainsi que son adresse.

Coordonnées de la personne de contact :

Il faut indiquer le nom, no.tél ainsi que l'adresse email de la personne de contact.

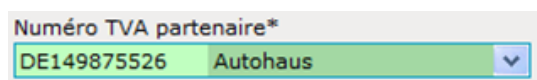
7.2.2. Période statistique

Mois / Année:

Le mois et l'année auxquels se rapporte la déclaration sont indiqués dans la case respective.

En règle générale, la période de référence est le mois civil au cours duquel la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est devenue exigible au titre des livraisons ou des acquisitions intra-communautaires de biens. Dans tous les autres cas, les opérations doivent être déclarées au titre du mois au cours duquel a eu lieu le mouvement physique des marchandises.

7.2.3. Numéro TVA partenaire (seulement pour les déclarations d'expédition)



Le redevable de l'information Intrastat indique dans cette case le numéro d'identification TVA de l'acquéreur intracommunautaire du bien. Il s'agit du même identifiant que l'assujetti à la TVA doit indiquer à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines dans le cadre de l'État récapitulatif relatif aux livraisons intra-communautaires.

Dans IDEP, cette case s'affiche uniquement pour le flux des expéditions. L'application vérifie en plus (pour la plupart des états membres) la validité du numéro indiqué.

Conformément au nouveau règlement UE 2019/2152 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 relatif aux statistiques européennes d'entreprises, l'indication du numéro de TVA du partenaire commercial étranger est obligatoire à partir de 2021.

7.2.4. Masque de saisie des déclarations arrivées et expéditions dans l'application électronique IDEP.WEB :

Déclaration: **Étendue**, Flux: **arrivées**, Période: **201709**

Pays de provenance*	Masse nette en kg (option.)
BE Belgique	1 000
Pays d'origine *	Unité suppl. (pièces)*
AL Albanie	1
Nature de transaction*	Devise
11 Achat/vente ferme	
Mode de transport*	Valeur facture en EURO*
3 Transport routier	10 000
Code march. interne	Valeur statistique en EURO*
	10 000
Code march. NC8*	Référence
01012100	Facture N° 1

Chevaux reproducteurs de race pure

Déclaration: **Étendue** Flux: **expéditions** Période: **202201**

Numéro TVA partenaire (obligatoire)	Masse nette en kg (option.) (optionnel)
DE149875526	1 000
Pays de destination (obligatoire)	Unité suppl. (pièces) (obligatoire)
DE Allemagne	1
Pays d'origine (obligatoire)	Devise (optionnel)
BE Belgique	
Nature de transaction (obligatoire)	Valeur facture en EURO (obligatoire)
11 Vente/achat pur et simple excepté le commerce dir	10 000
Mode de transport (obligatoire)	Valeur statistique en EURO (obligatoire)
3 Transport routier	10 000
Code marchandise NC8 (obligatoire)	Référence (optionnel)
01012100	

[Enregistrer en tant que code personnel](#)

Chevaux reproducteurs de race pure

7.3. Données statistiques

Vous pouvez déclarer vos factures ligne par ligne ou bien rassembler les factures et regrouper les informations concernant un même article pour autant que les données statistiques soient identiques pour le mois en question. Au cas où la facture ne mentionne pas de prix détaillés (c.-à-d. des prix pour chaque produit), le prix global est à répartir, par estimation, sur les différents produits, car les produits doivent être déclarés séparément. Exemple d'une entrée des données lignes par lignes:

Ligne	Pays de provenance	Nature de transaction	Mode de transport	Code marchandise	Pays d'origine	Masse nette	Unité supplémentaire	Valeur Euro
1	BE	11	3	08043000	BE	20	22	44
2	BE	11	3	08043000	BE	25	28	56
3	BE	11	3	08043000	BE	10	11	22

Exemple d'une entrée des données groupées:

Ligne	Pays de provenance	Nature de transaction	Mode de transport	Code marchandise	Pays d'origine	Masse nette	Unité supplémentaire	Valeur Euro
1	BE	11	3	08043000	BE	55	61	122

7.3.1. Pays de provenance (Arrivées) / Pays de destination (Expéditions)

Pays de provenance*	Pays de destination*
BE Belgique	DE Allemagne

Pour les “arrivées”, le pays de provenance indique l’état membre où les marchandises se trouvaient pour la dernière fois, avant d’être envoyées au Luxembourg. Il ne s’agit donc pas nécessairement du pays de production ou d’assemblage des produits (pays d’origine). Lorsque les marchandises ont passé par un ou plusieurs états membres intermédiaires sans faire l’objet d’opérations inhérents au transport (comme p.ex. changement du moyen de transport, des opérations visant à garder les marchandises dans des bonnes conditions durant le transport) le pays de provenance demeure inchangé. Lorsque les marchandises ont fait l’objet d’arrêts ou d’opérations juridiques non inhérents au transport (p.ex., transfert de propriété ou contrat de travail à façon), on considère comme pays de provenance le dernier état membre où de tels arrêts ou opérations juridiques ont eu lieu.

Pour les “expéditions”, le pays de destination est l’État membre vers lequel les marchandises sont expédiées.

Le pays de provenance / de destination est exprimé par un code alphabétique à deux positions et doit être un état membre de l’Union Européenne

Allemagne	DE	Espagne	ES	Italie	IT	Portugal	PT
Autriche	AT	Estonie	EE	Irlande du Nord	XI	République tchèque	CZ
Belgique	BE	Finlande	FI	Lettonie	LV	Roumanie	RO
Bulgarie	BG	France	FR	Lituanie	LT	Slovaquie	SK
Chypre	CY	Grèce	GR	Malte	MT	Slovénie	SI
Croatie	HR	Hongrie	HU	Pays-Bas	NL	Suède	SE
Danemark	DK	Irlande	IE	Pologne	PL		

7.3.2. Pays d’origine

Pays d'origine *
AL Albanie

Par pays d’origine, on entend le pays d’où les marchandises sont originaires, donc le pays dans lequel la marchandise a été produite ou assemblée. Dans le cas d’une marchandise produite dans plusieurs pays, le dernier pays de transformation substantielle est à prendre en considération. Le pays d’origine est un code alphabétique à deux positions repris de la liste ‘Géonomenclature’ ci-après.

Conformément au nouveau règlement UE 2019/2152 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 relatif aux statistiques européennes d’entreprises, l’indication du pays d’origine est obligatoire sur toutes les déclarations d’expédition.

GEONOMENCLATURE

Aboû Dabî	AE	Büsingén (Terr. allemand de)	CH	États-Unis (îles Mineures des)	UM	Johnston (atoll)	UM
Açores (Archipel des)	PT	Cabinda	AO	Éthiopie	ET	Jordanie	JO
Adjmân	AE	Caïmanes (îles)	KY	Falkland (îles)	FK	Kazakhstan	KZ
Afghanistan	AF	Caïques (îles)	TC	Féroé (îles)	FO	Keeling (îles)	CC
Afrique du Sud	ZA	Cambodge	KH	Fidji	FJ	Kenya	KE
Agalega (îles)	MU	Cameroun	CM	Finlande	FI	Kerguelen (îles)	TF
Aland (îles)	FI	Campione d'Italia	CH	Foudjaïrah	AE	Kingman (récif)	UM
Albanie	AL	Canada	CA	France	FR	Kirghizistan	KG
Aldabra (îles)	SC	Canaries (îles)	ES	Fraquhar (îles)	SC	Kiribati	KI
Algérie	DZ	Cap-Vert	CV	Frégate	SC	Kosovo	XK
Allemagne	DE	Carajos Shoals	MU	Gabon	GA	Kosrae	FM
Alofi (île)	WF	Cargados	MU	Galápagos (îles)	EC	Koweit	KW
Alphonse (île)	SC	Centrafricaine (Rép.)	CF	Gambie	GM	Labuan	MY
Amirantes (îles)	SC	Ceuta	XC	Gambier (îles)	PF	Laos	LA
Amirauté (îles de l')	PG	Chafarinas (îles)	XL	Géorgie	GE	Lavongai	PG
Amsterdam (île)	TF	Chagos (Archipel de)	IO	Géorgie du sud	GS	Lesotho	LS
Andorre	AD	Chârdjah	AE	Ghana	GH	Lettonie	LV
Angola	AO	Chili	CL	Gibraltar	GI	Liban	LB
Anguilla	AI	Chine(Rép. pop. de)	CN	Gozo	MT	Libéria	LR
Anjouan	KM	Christmas (île)	CX	Grande Comore	KM	Libye	LY
Antarctique	AQ	Chuuk	FM	Grande Terre	YT	Libyenne	LY
Antigua et Barbuda	AG	Chypre	CY	Grande-Bretagne	XU	Liechtenstein	LI
Arabie saoudite	SA	Cisjordanie	PS	Grèce	GR	Lifou	NC
Argentine	AR	Clipperton (îles)	PF	Grenade	GD	Lituanie	LT
Arménie	AM	Cocos(Keeling îles)	CC	Grenadines	VC	Livigno	IT
Aruba	AW	Coëtivy (île)	SC	Grenadines du Sud	GD	Louisade (Archipel de la)	PG
Ascension (île de l')	SH	ColombieA	CO	Groenland	GL	Loyauté (île)	NC
Australes (îles)	PF	Comino	MT	Guadeloupe	FR	Luxembourg	LU
Australie	AU	Comores	KM	Guam	GU	Macao	MO
Autriche	AT	Congo	CG	Guatemala	GT	Macédoine	MK
Azerbaïdjan	AZ	Congo (Rép. démocrat. du)	CD	Guinée	GN	Madagascar	MG
Bahamas	BS	Cook (îles)	CK	Guinée équatoriale	GQ	Madère (Archipel de)	PT
Bahreïn	BH	Corée du Nord	KP	Guinée-Bissau	GW	Mahé (îles)	SC
Baker (île)	UM	Corée du Sud	KR	Guyana	GY	Maïs (îles du)	NI
Baléares (îles)	ES	Cosmoledo (îles)	SC	Guyane française	FR	Malaisie	MY
Bande de Gaza	PS	Costa Rica	CR	Haïti	HT	Malaisie orientale	MY
Bangladesh	BD	Côte-d'Ivoire	CI	Heard (île)	HM	Malaisie péninsulaire	MY
Barbade	BB	Croatie	HR	Helgoland (île de)	DE	Malawi	MW
Bélarus	BY	Crozet (Archipel)	TF	Henderson (îles)	PN	Maldives	MV
Belau	PW	Cuba	CU	Honduras	HN	Mali	ML
Belgique	BE	Curaçao	CW	Hong-Kong	HK	Malouines (îles)	FK
Belize	BZ	Cygne (îles du)	HN	Hongrie	HU	Malte	MT
Bénin	BJ	Danemark	DK	Howland (île)	UM	Maré	NC
Bermudes	BM	Départ. français d'outre-mer	FR	Îles Anglo-Normandes	XU	Mariannes du Nord(îles)	MP
Bhoutan	BT	Desroches (île)	SC	Île de Man	XU	Maroc	MA
Biélorussie	BY	Digue (La)	SC	Inde	IN	Marquises,(îles)	PF
Birmanie	BY	Djibouti	DJ	Indonésie	ID	Marshall (îles)	MH
Bismark (Archipel)	PG	Dominicaine (Rép.)	DO	Iran (Rép. islam. d')	IR	Martinique	FR
Bolivie	BO	Dominique	DM	Iraq	IQ	Maurice (île)	MU
Bonaire, Saba, St. Eustatius	BQ	Doubaï	AE	Irlande	IE	Mauritanie	MR
Bosnie-Herzégovine	BA	Ducie (îles)	PN	Irlande du Nord	XI	Mayotte	YT
Botswana	BW	Égypte	EG	Islande	IS	McDonald (îles)	HM
Bougainville	PG	El Salvador	SV	Israël	IL	Melilla	XL
Bouvet (île)	BV	Émirats arabes unis	AE	Italie	IT	Mexique	MX
Brésil	BR	Entrecasteux (îles d')	PG	Jamahiriya arabe	LY	Micronésie (États fédérés)	FM
Brunéi Darussalam	BN	Équateur	EC	Jamaïque	JM	Midway (îles)	UM
Buka	PG	Érythrée	ER	Jan Mayen (île)	NO	Mohéli	KM
Bulgarie	BG	Espagne	ES	Japon	JP	Moldavie	MD
Burkina Faso	BF	Estonie	EE	Jarvis (île)	UM	Monaco	FR
Burundi	BI	États-Unis	US	Jérusalem-Est	PS	Mongolie	MN

Monténégro	ME	Porto Rico	US	Suisse	CH
Montserrat	MS	Portugal	PT	Suriname	SR
Mozambique	MZ	Praslin (îles)	SC	Svalbard (archipel du)	NO
Myanmar	MM	Providence (île)	SC	Swaziland	SZ
Namibie	NA	Qatar	QA	Syrie	SY
Nauru	NR	Ras al Khaïmah	AE	Syrienne (Rép. arabe)	SY
Navassa (îles)	UM	Réunion	FR	Tadjikistan	TJ
Népal	NP	Rodrigues (île)	MU	Tahiti	PF
Nicaragua	NI	Roumanie	RO	Taïwan	TW
Niger	NE	Royaume-Uni	XU	Tanganyika	TZ
Nigéria	NG	Russie (Fédération de)	RU	Tanzanie (Rép. unie de)	TZ
Niue (île)	NU	Rwanda	RW	Tchad	TD
Norfolk (île)	NF	Sabah	MY	Tchèque (République)	CZ
Norvège	NO	Sahara occidental	EH	Terres australes françaises	TF
Nouvelle-Bretagne	PG	Saint-Barthélemy	BL	Thaïlande	TH
Nouvelle-Calédonie	NC	Saint Kitts et Nevis	KN	Timor-Leste	TL
Nouvelle-Guinée	PG	Saint Martin (Partie méridionale)	SX	Togo	TG
Nouvelle-Irlande	PG	Saint-Brandon (îles)	MU	Tokelau (îles)	TK
Nouvelle-Zélande	NZ	Sainte-Hélène	SH	Tonga	TO
Océan Indien (Terr. britann. de l')	IO	Sainte-Lucie	LC	Trinité et Tobago	TT
Oeno (îles)	PN	Saint-Marin	SM	Tristan da Cunha (Archipel)	SH
Oman	OM	Saint-Paul (île)	TF	Trobriand (îles)	PG
Ouganda	UG	Saint-Siège	VA	Tuamotu (archipel des)	PF
Oumm all Qaiwaïn	AE	Saint-Vincent et les Grenadines	VC	Tunisie	TN
Ouvéa	NC	Salomon du Nord (îles)	PG	Turkménistan	TM
Ouzbékistan	UZ	Salomon (îles)	SB	Turks et Caïques (îles)	TC
Pakistan	PK	Samoa	WS	Turquie	TR
Palaos	PW	Samoa américaines	AS	Tuvalu	TV
Palau	PW	Sandwich sud (îles)	GS	Ukraine	UA
Palestine	PS	Sao Tomé e Príncipe	ST	Uruguay	UY
Palmyra (Atoll)	UM	Sarawak	MY	Vanuatu	VU
Pamandzi	YT	Sénégal	SN	Vatican	VA
Panama	PA	Serbie	XS	Vénézuëla	VE
Papousie Nouvelle Guinée	PG	Seychelles	SC	Vierges britann.(îles)	VG
Paraguay	PY	Sierra Leone	SL	Vierges des États-Unis (îles)	VI
Pays-Bas	NL	Silhouette	SC	Viêtnam	VN
Pemba (île de)	TZ	Singapour	SG	Wake (île)	UM
Peñón de Alhucemas	XL	Slovaquie	SK	Wallis et Futuna	WF
Peñón de Vélez de la Gomera	XL	Slovénie	SI	Woodlark (îles)	PG
Pérou	PE	Société(Archipel de la)	PF	Yap	FM
Philippines	PH	Somalie	SO	Yémen	YE
Phonpei	FM	Soudan	SD	Zaïre	CD
Pitcairn	PN	Soudan du Sud	SS	Zambie	ZM
Plate (île)	SC	Sri Lanka	LK	Zanzibar (île de)	TZ
Pologne	PL	St Pierre et Miquelon	PM	Zimbabwe	ZW
Polynésie française	PF	Suède	SE		

Codes spéciaux	
Installations en haute mer	QP
Avitaillement et soutage, pays non déterminés	QQ
Avitaillement et soutage, pays UE non déterminés	QR
Avitaillement et soutage, pays hors-UE non déterminés	QS
Pays non déterminés	QU
Pays UE non déterminés	QV
Pays hors-UE non déterminés	QW
Pays non précisés pour raisons commerciales ou militaires	QX
Pays UE non précisés pour raisons commerciales ou militaires	QY
Pays non-UE non précisés pour raisons commerciales ou militaires	QZ

7.3.3. Nature de transaction (applicable à partir du 01.01.2022)

(Veuillez trouver les anciens codes sur le portail IDEPWEB)

Nature de transaction*

11 Achat/vente ferme

On entend par Nature de transaction l'ensemble des caractéristiques (achat /vente, travail à façon, ...) utiles pour distinguer les transactions entre elles. La Nature de transaction est à signaler par un code numérique à deux positions repris du tableau ci-après.

Désignation	Code
Transactions impliquant un changement effectif de propriété avec compensation financière:	
Vente ou achat pur et simple (excepté le commerce direct avec ou par des consommateurs privés)	11
Commerce direct avec/par les consommateurs privés (y compris la vente à distance)	12
Retour et remplacement de biens à titre gratuit après enregistrement de la transaction d'origine:	
Retour de biens	21
Remplacement de marchandises retournées	22
Remplacement (p.ex. sous garantie) de marchandises non retournées	23
Transactions impliquant un changement de propriété prévu ou un changement de propriété sans compensation financière:	
Mouvements vers/depuis un entrepôt (à l'exclusion des stocks sur appel et en consignation) (voir 5.2.14, page 16)	31
Fourniture pour vente à vue ou après essai (y compris les rappels et stocks en consignation)	32
Leasing financier (crédit-bail) (voir 5.2.10, page 15)	33
Transactions impliquant le transfert de propriété sans compensation financière (y compris le troc)	34
Transactions en vue de travaux à façon (n'impliquant pas un changement de propriété): (voir 5.2.4, page 14)	
Biens supposés retourner dans l'État membre/pays d'exportation initial	41
Biens supposés ne pas retourner dans l'État membre/pays d'exportation initial	42
Transactions à la suite de travaux à façon (n'impliquant pas de changement de propriété): (voir 5.2.4, page 14)	
Biens supposés retourner dans l'État membre/pays d'exportation initial	51
Biens supposés ne pas retourner dans l'État membre/pays d'exportation initial	52
Transactions en vue ou à la suite d'une opération de réparation ou d'entretien: (voir 5.2.5, page 15)	
Opération en vue d'une réparation / entretien à titre onéreux	61
Opération après une réparation / entretien à titre onéreux	62
Opération en vue d'une réparation / entretien à titre gratuit	63
Opération après une réparation / entretien à titre gratuit	64
Transactions en vue ou à la suite du dédouanement (n'impliquant pas de changement de propriété et concernant des biens en quasi-import ou -export):	
Mise en libre circulation de biens dans un État Membre [EM] avec export ultérieur vers un autre EM (quasi-import): (1) export intra-UE de biens vers un autre EM qui ont auparavant fait l'objet d'un quasi-import via LU (2) import intra-UE de biens depuis un autre EM qui ont auparavant fait l'objet d'un quasi-import via cet EM	71
Transport de biens d'un EM vers un autre en vue de placer les biens sous le régime de l'exportation (quasi-export): (1) export intra-UE de biens vers un autre EM en vue d'un quasi-export vers un pays tiers via cet EM (2) import intra-UE de biens depuis un autre EM en vue d'un quasi-export vers un pays tiers via LU	72
Transactions impliquant la fourniture de matériaux de construction ou de matériel technique dans le cadre d'un contrat général de construction ou de génie civil pour lequel aucune facturation séparée des biens n'est requise (facture pour l'ensemble du contrat) (sinon déclaration sous 11 ou 12)	80
Autres transactions qui ne peuvent pas être classées sous d'autres codes	

Location, prêt et leasing opérationnel d'une durée supérieure à 24 mois (voir 5.2.11, page 16)	91
Autres	99

7.3.4. Mode de transport

Mode de transport*

3 Transport routier

Pour les acquisitions et les expéditions, le mode de transport représente le moyen avec lequel les marchandises sont présumées avoir traversé la frontière du Luxembourg.

Le mode de transport est exprimé par un code numérique à une position repris de la liste ci-dessous:

Dénomination	Code
Transport ferroviaire	2
Transport routier	3
Transport aérien	4
Envois postal	5
Installations de transport fixes	7
Transport fluvial	8
Autopropulsion	9

Exemples:

- Une marchandise importée via l'aéroport de Luxembourg a le code 4
- Un camion qui est acheminé sans autre moyen de transport vers le Luxembourg a le code 9.
- Une voiture transportée sur un camion a le code 3.

7.3.5. Code des marchandises interne

Code march. interne

Indication facultative d'un libellé de code marchandise interne utilisé dans l'entreprise (repris d'une table définie sous "Tables - Code-marchandises internes").

7.3.6. Code des marchandises NC8

Code march. NC8*

01012100

Les données Intrastat doivent être fournies par espèce de marchandise, c'est-à-dire pour chaque marchandise, il faut indiquer un code correspondant à huit positions repris de la nomenclature combinée (code NC8). La Nomenclature Combinée 2022 peut être téléchargée gratuitement de notre site Internet: www.statec.lu (Enquêtes - Espace entreprises - Intrastat).

Le formulaire Internet IDEP.WEB contient la nomenclature actualisée. En outre, le logiciel dispose d'un outil de recherche, permettant de retrouver les codes suivant des mots clés. Pour de plus amples renseignements concernant les codes, nous vous prions de vous adresser au Helpdesk du STATEC (voir chapitre 8).

7.3.7. Masse nette

Masse nette en kg (option.)

1 000

L'indication de la masse nette n'est pas exigée lorsqu'une unité supplémentaire est requise. La masse réelle de la marchandise, dépouillée de tous ses emballages, est à mentionner en kilogrammes.

Si la masse nette n'est pas indiquée sur la facture, il y a lieu de rechercher d'autres voies pour la déterminer:

- demande au fournisseur,
- référence à des catalogues,
- calcul de la masse nette à partir du poids unitaire (masse nette = unités x (masse / unité),
-

Si toutes ces voies n'aboutissent pas, alors il faut procéder à une estimation (aussi fiable que possible) de la masse nette.

7.3.8. Unité statistique supplémentaire

Unité suppl. (pièces)*
1

L'indication d'une unité supplémentaire est exigée pour certains codes marchandises. Elle constitue une unité de mesure de la quantité, autres que celles exprimées en kilogrammes (p. ex. nombre de pièces, de litres, de m2, de m3, etc.).

7.3.9. Devise

Devise

Ce champ peut être utilisé pour la conversion d'une devise étrangère en Euro.

7.3.10. Valeur facture en Euro

Valeur facture en EURO*
10 000

La valeur facture est le montant **hors taxes** indiqué sur les factures ou tout autre document en tenant lieu. Ce montant est à indiquer par marchandise sous forme d'un chiffre positif.

Lorsque le prix facturé d'un article cumule la valeur de la marchandise ainsi que des services prestés, il y a lieu d'en déduire les services car uniquement la valeur de la marchandise est à déclarer. Cependant, dans le cas particulier du travail à façon ou de la réparation, le montant respectif du façonnage /réparation est à prendre en compte au système Intrastat., comme expliqué au point 5.2.4.

7.3.11. Valeur statistique en Euro

Valeur statistique en EURO*
10 000

Selon la règle générale, la valeur statistique est la valeur calculée à la frontière nationale du Luxembourg. Il y a lieu de distinguer entre les expéditions et les arrivées. La valeur statistique est un montant **hors taxes** et à indiquer en tant que nombre positif.

Expéditions du Luxembourg à destination d'un état membre :

En théorie, la valeur statistique se compose de la valeur de la marchandise augmentée des dépenses annexes (fret, assurance) relatives à la partie du parcours située sur le territoire luxembourgeois. Il s'agit de la valeur F.O.B. (franco à bord).

Compte tenu de la taille du territoire luxembourgeois, les frais de transport et d'assurance en question sont négligeables et , pour des raisons de facilités, le STATEC ne demande pas leur prise en compte. Ainsi, en cas de facturation départ-usine, la valeur statistique est identique au montant facturé. En cas de facturation franco domicile, il convient de retrancher la totalité des frais de transport et d'assurance du montant facturé pour obtenir la valeur statistique.

Arrivées au Luxembourg en provenance d'un état membre :

La valeur statistique s'additionne, d'une part, de la valeur du bien et d'autre part, des dépenses annexes (fret, assurance) correspondant à la partie du parcours située hors du territoire luxembourgeois. Il s'agit de la valeur CIF (coût, assurance, fret).

À nouveau, compte tenu de la petite taille du territoire luxembourgeois, le STATEC n'insiste pas à ce que les RIS retranchent les frais de transport et d'assurance correspondant à la partie du parcours située sur le territoire luxembourgeois. Finalement, si le montant facturé est une valeur départ-usine, il convient d'ajouter la totalité des frais de transport et d'assurance au montant facturé pour déterminer la valeur statistique. Lorsque le montant facturé se rapporte à une livraison franco domicile, la valeur statistique est identique au montant facturé.

Pour les marchandises résultant d'opérations de perfectionnement et de réparation, la valeur statistique est établie comme si ces marchandises avaient été produites entièrement dans l'état membre de perfectionnement. Veuillez consulter à ce sujet le point 5.2.4

7.3.12. Référence

Référence
Facture N° 1

L'indication de la référence est facultative. Le champ est destiné pour indiquer un numéro de facture p.ex.

7.4. Tableau récapitulatif des données obligatoires sur les déclarations

Informations	Déclaration simplifiée	Déclaration détaillée	Déclaration détaillée étendue
Renseignements administratifs			
Numéro d'identification	X	X	X
Coordonnées du redevable	X	X	X
Période statistique	X	X	X
Données statistiques			
N° TVA partenaire (E)	X	X	X
Pays de provenance (A) Pays de destination (E)	X	X	X
Pays d'origine	X (E)	X (A+E)	X (A+E)
Nature de la transaction		X	X
Mode de transport			X
Code des marchandises	X	X	X
Masse nette		X	X
Unité statistique supplémentaire (si prévue dans la nomenclature)		X	X
Valeur facture	X	X	X
Valeur statistique			X
(A) Acquisitions			
(E) Expéditions			

Conformément au nouveau règlement UE 2019/2152 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 relatif aux statistiques européennes d'entreprises, l'indication du numéro de TVA du partenaire commercial étranger et du pays d'origine est obligatoire sur les déclarations des expéditions.

8. HELPDESK INTRASTAT

Pour les questions générales (codes marchandises, demandes de documentation, demandes de dispense, etc.):

Email: info-intrastat@statec.etat.lu

Tél.: 247 84225(Mme NOESEN)

Pour les questions informatiques (logiciel IDEP.WEB):

Email: support-intrastat@statec.etat.lu

Tél.: 247 84286 (M. Jossa) ou 247 84276 (M. De Sousa)

9. PRINCIPES EN MATIÈRE D'APPLICATION DE LA CONFIDENTIALITÉ

Il est généralement convenu que les Instituts statistiques ne publient ni des données individuelles, ni des données individualisables. Ce principe est également acté dans le cadre d'un règlement communautaire. Une exception fondamentale à ce principe prévaut néanmoins en matière de statistiques du commerce extérieur et elle est d'application dans tous les États membres, y compris le Luxembourg. Dès lors le STATEC est obligé de se conformer à ces dispositions spécifiques sur la confidentialité.

Toutefois, sur demande expresse et motivée des entreprises concernées, certaines données pourront être confidentialisées par le STATEC, afin d'éviter d'exposer trop directement les activités des dites entreprises. Cette approche spécifique au niveau de la statistique du commerce extérieur s'explique par l'existence de données "miroir" dans le(s) pays partenaire(s) aux échanges, ainsi qu'auprès des organisations internationales (entre autres Eurostat, OCDE, ONU). Cette adaptation des dispositions en matière de confidentialité ne vaut d'ailleurs que pour la seule statistique du commerce extérieur.

Il est également rappelé que le STATEC respecte la règle qu'aucune donnée individuelle (par entreprise) ne sera communiquée à des tiers pour toutes les statistiques.

10. RÉFÉRENCES À LA LÉGISLATION COMMUNAUTAIRE

- Règlement (UE) 2019/2152 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 relatif aux statistiques européennes d'entreprises, abrogeant dix actes juridiques dans le domaine des statistiques d'entreprises.
- Règlement d'exécution (UE) 2020/1197 de la commission du 30 juillet 2020 établissant des spécifications techniques et des modalités d'exécution en application du règlement (UE) 2019/2152 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques européennes d'entreprises, abrogeant dix actes juridiques dans le domaine des statistiques d'entreprises
- Règlement d'exécution (UE) 2020/1470 de la commission du 12 octobre 2020 relatif à la nomenclature des pays et territoires pour les statistiques européennes du commerce international de biens et à la ventilation géographique pour les autres statistiques d'entreprises
- Règlement d'exécution (UE) 2021/1225 de la commission du 27 juillet 2021 précisant les modalités des échanges de données conformément au règlement (UE) 2019/2152 du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement d'exécution (UE) 2020/1197 de la Commission en ce qui concerne l'État membre d'exportation extra-Union et les obligations des unités déclarantes

[illegible]

INTRASTAT 2023

Merkblatt

HELPDESK INTRASTAT

Allgemeine Fragen (Warennummern, schriftliche Unterlagen, Meldungsbefreiung, usw.):

Email: info-intrastat@statec.etat.lu

Tel: 247 84225 (Frau Noesen)

Fragen zu IDEP.WEB:

Email: support-intrastat@statec.etat.lu

Tel: 247 84286 (Herr Jossa) oder 247 74286 (Herr De Sousa)

Chefredakteur

Alain Hoffmann

Redaktion, Koordination und Grafikdesign

Yvonne Noesen

Nadine Urhausen

STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

13, rue Erasme T +352 247-84225
B.P. 304 info-intrastat@statec.etat.lu
L - 2013 Luxembourg www.statec.lu

Die Vervielfältigung ist unter Angabe der Quelle gestattet.

Inhaltsverzeichnis

	Die Intrastat-Statistik in Kurzform	38
1.	Die Außenhandelsstatistiken Luxemburgs	39
1.1.	Das statistische Datenerhebungssystem Intrastat	39
1.2.	Hauptinteressenten an den Statistiken des Warenverkehrs	39
1.3.	Veröffentlichung der Außenhandelsstatistiken	39
2.	Auskunftspflichtige	40
2.1.	Allgemeiner Grundsatz	40
2.2.	Strafmaßnahmen	40
2.3.	Befreiungen	40
2.4.	Überprüfungen	40
3.	Drittmelder	41
3.1.	Verantwortung des Auskunftspflichtigen	41
3.2.	Der Drittmelder	41
4.	Die Entlastungsbestimmungen des Intrastat-Systems	42
4.1.	System von Befreiungs- und Vereinfachungsschwellen	42
4.1.1.	Die verschiedenen statistischen Schwellen	42
4.1.2.	Tabelle der Schwellen	42
4.1.3.	Beispiele	42
4.2.	Anwendung der Schwellen	43
4.2.1.	Kumulierter Wert der innergemeinschaftlichen Geschäfte des laufenden Jahres	43
4.2.2.	Vorjahresergebnis der innergemeinschaftlichen Geschäfte	44
4.2.3.	Befreiung von der Auskunftspflicht	44
4.3.	Weitere Entlastungen des Intrastat-Systems	45
4.3.1.	Angabe der zehn wertmäßig wichtigsten Warenkodes (KN8)	45
4.3.2.	Schwelle je nach Transaktion	45
5.	Grundlagen der innergemeinschaftlichen Handelsstatistik	46
5.1.	Statistisches Basiskonzept	46
5.2.	Spezifische Waren und Bewegungen	46
5.2.1.	Innergemeinschaftliche Geschäfte eines ausländischen Unternehmens, das in Luxemburg eingeschrieben ist	46/47
5.2.2.	Gutschriften	47
5.2.3.	Warenrücksendungen	47
5.2.4.	Reparatur oder Lohnveredelung	48
5.2.5.	Reparatur / Wartung von Automobilen oder Benzinkauf	49
5.2.6.	Zeitungs- und Magazinabonnemente	49
5.2.7.	Anzahlungen	49
5.2.8.	Geschenke und kostenfreie Sendungen	49
5.2.9.	Abfall	49
5.2.10.	Finanzierungsleasing (Mietkauf)	49
5.2.11.	Miete, Ausleihe und operatives Leasing von Gütern	49
5.2.12.	Software	49
5.2.13.	Investitionsgüter	49
5.2.14.	Lagerverlegung	49
5.2.15.	Geschäfte mit nicht MwSt.-Pflichtigen	49

5.3.	Nicht zu meldende Waren	50
6.	Übermittlung der Statistischen Information	51
6.1.	Monatliche Übermittlung	51
6.2.	Sammelstelle	51
6.3.	Übermittlungsfrist	51
6.4.	Spezifische Intrastat-Meldungen	51
6.4.1.	Teilmeldungen	51
6.4.2.	Nullmeldung	51
6.5.	Datenträger	52
6.5.1.	Elektronische Datenträger	52
6.5.1.1.	Andere elektronische Formate	52
6.5.1.2.	Import von Daten aus einer firmeninternen Software oder Datenbank	52
6.5.2.	Papiervordruck	52
6.5.3.	IDEP.WEB für die Meldungen „Intrastat“ und „Zahlungsbilanz“	53
6.6.	Verbesserung von Meldungen	54
6.7.	Verweigerung der Annahme einer Meldung seitens STATEC	54
7.	Die Intrastat-Meldung	55
7.1.	Informationsquellen	55
7.2.	Kopfzeile der Meldung	55
7.2.1.	Administrative Auskünfte	55
7.2.2.	Berichtszeitraum	55
7.2.3.	Partner-Mehrwertsteuernummer	55
7.2.4.	IDEP.WEB für die Meldungen „Intrastat“ und „Zahlungsbilanz“	56
7.3.	Statistische Daten	57
7.3.1.	Herkunftsland / Bestimmungsland	57
7.3.2.	Ursprungsland	57
	Geonomenklatur Länder	58/59
7.3.3.	Art des Geschäfts	60
7.3.4.	Verkehrszweig	61
7.3.5.	Firmeneigener Code	61
7.3.6.	Warennummer KN8	61
7.3.7.	Nettomasse	61
7.3.8.	Zusatzeinheit	62
7.3.9.	Währung	62
7.3.10.	Rechnungswert	62
7.3.11.	Statistischer Wert	62
7.3.12.	Referenz	62
7.4.	Zusammenfassende Tabelle der Meldungsdaten	63
8.	Helpdesk Intrastat	64
9.	Geheimhaltungsprinzipien	64
10.	Gemeinschaftliche Rechtsvorschriften	64
	Formulare	65/66
	Umstellungstabelle 2022-2023	67

Die Intrastat-Statistik in Kurzform

Intrastat (Punkt 1.1)

Statistisches Datenerhebungssystem für innergemeinschaftliche Eingänge und Versendungen von Waren.

Legale Basis (Punkt 12)

Gemeinschaftliche Rechtsvorschriften.

Potenzielle Auskunftspflichtige im Rahmen des Intrastat-Systems (Punkt 2)

Alle Steuerpflichtigen natürlicher oder juristischer Natur, die in Luxemburg eine Mehrwertsteuer-Kennnummer besitzen und die innergemeinschaftliche Einkäufe und / oder Verkäufe tätigen, unabhängig ihrer Hauptaktivität und der Häufigkeit oder des Zwecks dieses Warenhandels.

Innergemeinschaftlicher Warenhandel (Punkt 5.1)

- Als innergemeinschaftlicher Warenhandel gelten prinzipiell alle Waren, die physisch die Grenze Luxemburgs überschreiten und als Zielort oder Herkunft einen EU-Mitgliedstaat haben.
- Für 3 Kategorien von Gütern (Wasserfahrzeuge für die Seeschifffahrt, Luftfahrzeuge und Raumflugkörper) wird der Grundsatz der körperlichen Bewegung durch das Prinzip „Eigentumsübertragung“ ersetzt.
- Folglich dürfen unter anderem Dreiecksgeschäfte (Güter, welche die luxemburgische Grenze nicht überschreiten) und Dienstleistungen (Studien, Software, Lizenzen, ...) nicht angegeben werden.
- Spezifische Waren und Bewegungen und ausgeschlossene Waren werden unter den Punkten 5.2 und 5.3 behandelt.

Befreiung der Intrastat-Meldung (Punkt 4.2.3):

- Befreiungen gelten pro Warenfluss, also getrennt für Eingänge und Versendungen. Eine Befreiung kann nur schriftlich beantragt werden, falls der jährliche Wert der innergemeinschaftlichen Handelsaktionen die unterste(n) Schwelle(n) nicht mehr überschreitet.

Beginn der Auskunftspflicht (Punkt 4.2.1):

- Die Auskunftspflicht für einen bestimmten Warenfluss gilt ab dem Monat, während dem der kumulierte Betrag des laufenden Jahres die kleinste Schwelle erreicht. Der Marktteilnehmer hat die Verpflichtung ab dem Monat der Überschreitung dieser Schwelle monatliche Meldungen einzureichen.

Datenträger (Punkt 6.5):

- Elektronische Meldung für alle Formulare anhand der kostenlosen Internet-Plattform IDEP.WEB (Punkt 6.5.3). Papier, nur möglich für vereinfachte Meldungen.

Übermittlungsfrist (Punkt 6.3):

- am 16. Arbeitstag des nachfolgenden Monats.

Art der Meldungen (Punkt 4)

	Jährlicher Wert der innergemeinschaftlichen Warenbewegungen (€)			
Eingänge	< 250.000	≥ 250.000	≥ 375.000	≥ 4.000.000
Versendungen	< 200.000	≥ 200.000	≥ 375.000	≥ 8.000.000
Art der Meldung	befreit	vereinfacht	ausführlich	erweitert ausführlich
Übertragung der Daten	---	IDEP.WEB / Papier	IDEP.WEB	IDEP.WEB

Mögliche Strafmaßnahmen (Punkt 2.2)

Verstöße gegen die Meldepflicht (Meldeverweigerung, verspätete Meldung sowie falsche Angaben) können Strafen mit sich ziehen

1. DIE AUSSENHANDELSSTATISTIKEN LUXEMBURGS

1.1. Das statistische Datenerhebungssystem Intrastat

Die Vollendung des EU-Binnenmarktes am 1. Januar 1993 hatte zur Folge, dass das bis dato bestehende Datenerhebungssystem der Außenhandelsstatistik grundsätzlich verändert werden musste. Bis zu diesem Datum wurden die statistischen Daten anhand von Zollanmeldungen erhoben. Die Abschaffung dieser Zollformalitäten zwischen den Mitgliedstaaten machte es unumgänglich ein neues Erhebungssystem, "Intrastat-System" genannt, zur Erstellung der Statistiken des innergemeinschaftlichen Warenverkehrs einzurichten.

Das "Intrastat-System" hat die Besonderheit, dass die Informationen direkt bei den Unternehmen (Versendern und Empfängern) erhoben werden. Diese sind verpflichtet mittels monatlicher Meldungen die betreffenden Daten der zuständigen nationalen Verwaltungsstelle zu übermitteln.

Bei der Ausarbeitung dieses Erhebungssystems hat die Europäische Kommission darauf geachtet, dass das Gleichgewicht zwischen der Qualität der Handelsstatistik einerseits und der Verringerung der Belastung der Unternehmen andererseits erhalten bleibt. Spezielle Vereinfachungs- oder Befreiungsmaßnahmen gelten nicht nur für bestimmte Warenbewegungen, sondern auch für zahlreiche Marktteilnehmer. Ein System mit Assimilations- und Vereinfachungsschwellen (Kapitel 4) wurde zwecks Aufwandsverringerung der Auskunftspflichtigen eingeführt.

In Luxemburg ist STATEC für das Erfassen, die Bearbeitung und die Veröffentlichung der nationalen Intrastat - Daten zuständig.

1.2. Hauptinteressenten an den Statistiken des Warenverkehrs

Die beiden Datenerhebungssysteme "Intrastat" (innergemeinschaftlicher Warenverkehr) und "Extrastat" (Warenhandel mit Nichtmitgliedstaaten) erlauben es STATEC die Außenhandelsstatistiken Luxemburgs, Monat für Monat, zu erstellen und zu veröffentlichen.

Die internationale Handelsstatistik ist eine bedeutsame Primärquelle für viele Entscheidungsträger im öffentlichen und privaten Sektor:

- Eurostat (Europäische Kommission), zwecks Ausarbeitung der EU-Statistiken;
- die Europäische Kommission und die Europäische Zentralbank, zwecks Ausarbeitung der Währungs-, Wirtschafts- und Handelspolitik, sowie der Umwelt- und Sicherheitspolitik;
- Internationale Organisationen, wie der IWF, die UNO, die OWZE, zwecks Analyse der Wirtschaftslage und -politik;
- die Botschaften und Konsulate, die ein starkes Interesse an Luxemburgs Wirtschaftsdaten zeigen;
- die nationalen politischen Akteure, sowie Berufsverbände und Kammern;
- die Unternehmen, um ihre Marktposition anhand der Produktentwicklung einschätzen zu können bzw. um neue Marktlücken zu entdecken. (Informationen nach Produkten und / oder Ländern erhalten Sie in der Außenhandelsabteilung (siehe Paragraph 1.3);
- jeder, der an der wirtschaftlichen Entwicklung des Landes interessiert ist (Studenten, Journalisten, ...)

1.3. Veröffentlichung der Außenhandelsstatistiken

Statistiken im Portal:

Zusammengefasste Ergebnisse der Handelsstatistiken werden auf der Internetseite kostenlos veröffentlicht: www.statec.lu / www.statistiques.public.lu.

Hierzu wählen Sie « Economie et finances », « Relations économiques extérieures » und dann « Commerce extérieur ».

Auf Anfrage können auch ausführlichere und / oder gezielte Informationen über Produkte oder Länder geliefert werden.

Anfragen bitte per Email an: demande-comext@statec.etat.lu

2. AUSKUNFTSPFLICHTIGE

2.1. Allgemeiner Grundsatz

Grundsätzlich obliegt die statistische Auskunftspflicht jedem innergemeinschaftlichen Marktteilnehmer, d.h. jeder am Warenverkehr zwischen den Mitgliedstaaten beteiligten natürlichen oder juristischen Person. Sie werden im Folgenden Auskunftspflichtige genannt.

Um auskunftspflichtig in einem EU Mitgliedstaat zu sein müssen folgende Bedingungen erfüllt sein

1. eine Mehrwertsteuer - Kennnummer haben.
2. man muss Vertragspartner sein, d.h. die Waren versenden oder gegeben Falls entgegennehmen

In der Praxis sind auskunftspflichtig: Steuerpflichtige, einschließlich derjenigen, die nur Umsätze tätigen für die kein Recht auf Vorsteuerabzug besteht und nicht steuerpflichtige juristische Personen, die hinsichtlich ihres innergemeinschaftlichen Warenverkehrs, Wareneingang oder Warenausgang, des EU Mitgliedstaats, laut der Mehrwertsteuer-Direktive 2006/112/CE vorgesehenen steuerlichen Meldeverpflichtungen unterliegen.

2.2. Strafmaßnahmen

Artikel 13 des Gesetzes vom 10. Juli 2011 bezüglich der Organisation des statistischen Amtes schreibt vor, dass die Befragten verpflichtet sind die geforderten Daten zu liefern

Bei Verstößen gegen die Meldepflicht werden vom STATEC Ordnungswidrigkeitsverfahren eingeleitet.

Die Meldeverweigerung, die Weigerung der fristgerechten Einreichung oder bewusste Falschmeldungen können mit Strafen von 251 bis 2500 Euro belegt werden (Art. 15)

Es ist zu beachten, dass eine Verurteilung des Auskunftspflichtigen, diesen nicht von der Meldepflicht befreit.

Falls die betreffenden Daten trotzdem nicht gesendet werden, kann das Vergehen auch mehrmals bestraft werden.

2.3. Befreiungen

Sind von der Auskunftspflicht befreit:

- Privatpersonen.
- Juristische und physische Personen, die bereits von der Abgabe einer Steuermeldung befreit sind.
- Steuerpflichtige, deren innergemeinschaftlicher Warenverkehr den Schwellenwert nicht überschreitet.

Diese Befreiungen stehen, den in Anwendung der gemeinschaftlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen periodischen Erhebungen, nicht entgegen.

2.4. Überprüfungen

Gemäß den aktuellen Verordnungen des Europäischen Parlaments und des Rates über die Gemeinschaftsstatistiken des Warenverkehrs zwischen Mitgliedstaaten liefert die Steuerverwaltung diesbezügliche Angaben der Unternehmen an STATEC.

Die Daten der Mehrwertsteuererklärung erlauben es STATEC:

- einerseits, neue Auskunftspflichtige ausfindig zu machen;
- andererseits, diese Daten mit denen der Intrastat – Meldung zu vergleichen um Fehler aufzudecken.

Bitte beachten Sie, dass die Mehrwertsteuerverwaltung ihrerseits **keinen Zugang** zu den individuellen Daten der Intrastat – Meldungen hat.

3. DRITTMELDER

3.1. Verantwortung des Auskunftspflichtigen

Der Auskunftspflichtige kann die Aufgabe der Intrastat Meldung auf einen Dritten, Drittmelder genannt, übertragen. Was ihn keinesfalls seiner Verpflichtungen entbindet.

Selbstverständlich muss der Auskunftspflichtige dem Drittmelder alle Auskünfte zur Verfügung stellen, die zur Erfüllung der Verpflichtungen, erforderlich sind.

3.2. Der Drittmelder

Der Drittmelder ist ein Erbringer von Dienstleistungen auf gelegentlicher oder ständiger Basis, beispielsweise ein Wirtschaftsprüfer bzw. Steuerberater, eine spezialisierte Firma oder etwa eine Zollagentur.

Der Drittmelder muss in einem Mitgliedstaat ansässig sein. Es ist jedoch nicht erforderlich, dass es der gleiche Mitgliedstaat ist, in dem der Auskunftspflichtige ansässig oder auskunftspflichtig ist. Der Drittmelder, der nicht in Luxemburg ansässig ist und daher nicht durch eine LU - Nummer identifiziert ist, muss einen Antrag auf Erhalt einer Intrastat - Identifikationsnummer bei der STATEC stellen.

4. DIE ENTLASTUNGSBESTIMMUNGEN DES INTRASTAT-SYSTEMS

Um die Verwaltungsaufgaben der Firmen zu vermindern, hat die gemeinschaftliche Gesetzgebung ein System von Befreiungs- und Vereinfachungsschwellen eingeführt. Diese Schwellen definieren sich in Jahresbeträgen innergemeinschaftlichen Handels unter denen die Auskunftspflichtigen entweder befreit sind oder vereinfachte Informationen liefern müssen.

Bitte beachten Sie, dass die Entlastungsbestimmungen für jeden Warenfluss gesondert angewandt werden. Die Eingänge sind unabhängig von den Versendungen zu behandeln. Auf keinen Fall dürfen die Eingänge und die Versendungen zusammengerechnet werden.

4.1. System von Befreiungs- und Vereinfachungsschwellen

Zu diesem Zweck wurde ein System statistischer Schwellen auf drei Ebenen eingeführt:

- die Befreiungsschwelle,
- die Vereinfachungsschwelle,
- die ausführliche Schwelle:
 - die ausführliche Intrastat Meldung
 - die erweiterte ausführliche Intrastat-Meldung

Diese Schwellen definieren sich als Grenzwerte ausgedrückt in Jahresbeträgen innergemeinschaftlichen Handels anhand derer eine Aufhebung oder eine Vereinfachung der Auskunftspflicht für Firmen bestimmt wird.

Das Ausmaß der Vereinfachungen wird wie folgt bestimmt:

- 1) Der Auskunftspflichtige ermittelt den jährlichen Wert seiner innergemeinschaftlichen Geschäfte beim Eingang sowie bei der Versendung. Diese Jahreswerte errechnen sich aus der Gesamtsumme des Vorjahres, oder gegebenenfalls, aus dem kumulierten Betrag des laufenden Jahres. (siehe Paragraph 4.2.)
- 2) Die so ermittelten Werte erlauben es dem Auskunftspflichtigen den betreffenden Warenfluss in eine der Schwellen Kategorien einzuordnen.

4.1.1. Die verschiedenen statistischen Schwellen

Befreiungsschwelle (250.000 Euro für die Eingänge, 200.000 Euro für die Versendungen)

Die Auskunftspflichtigen, deren Jahresbetrag innergemeinschaftlicher Eingänge 250.000 Euro oder innergemeinschaftlicher Versendungen 200.000 Euro nicht überschreitet, sind von der Intrastat - Meldung befreit.

Vereinfachungsschwelle (375.000 Euro pro Warenfluss)

Auskunftspflichtige, deren Jahresbetrag innergemeinschaftlicher Eingänge 250.000 Euro und / oder innergemeinschaftlicher Versendungen 200.000 Euro überschreitet, jedoch den Wert von 375.000 Euro nicht überschreitet, geben eine vereinfachte Intrastat – Meldung für den jeweiligen Warenfluss ab.

Ausführliche Schwellen (4 Mio. Euro für die Eingänge, 8 Mio. Euro für die Versendungen)

Innergemeinschaftliche Eingänge (4.000.000 Euro)

Die Auskunftspflichtigen, deren Jahresbetrag innergemeinschaftlicher Eingänge zwischen 375.000 Euro und 4.000.000 Euro liegt, geben eine ausführliche Intrastat - Meldung ab.

Innergemeinschaftliche Versendungen (8.000.000 Euro)

Die Auskunftspflichtigen, deren Jahresbetrag innergemeinschaftlicher Versendungen zwischen 375.000 Euro und 8.000.000 Euro liegt, geben eine ausführliche Intrastat - Meldung ab.

Erweiterte ausführliche Intrastat-Meldung

Die Auskunftspflichtigen, deren Jahresbetrag innergemeinschaftlicher Eingänge über 4.000.000 Euro oder Versendungen über 8.000.000 Euro liegt, müssen eine erweiterte ausführliche Intrastat - Meldung abgeben. Diese Meldung enthält, zusätzlich zur ausführlichen Meldung, Angaben über den statistischen Wert der Ware sowie den Transportweg.

4.1.2. Tabelle der Schwellen

	Jährlicher Wert der innergemeinschaftlichen Warenbewegungen (€)			
Eingänge	< 250.000	≥ 250.000	≥ 375.000	≥ 4.000.000
Versendungen	< 200.000	≥ 200.000	≥ 375.000	≥ 8.000.000
Art der Meldung	befreit	vereinfacht	ausführlich	erweitert ausführlich
Übertragung der Daten	---	IDEP.WEB/Papier	IDEP.WEB	IDEP.WEB

4.1.3. Beispiele

Beispiel 1:

Wert der Eingänge 2023: 175.000 Euro

Wert der Versendungen 2023: 50.000 Euro

Die Firma ist von der Intrastat - Meldung befreit, weil der Jahreswert der beiden Warenströme die Schwelle von 250.000 sowie 200.000 Euro nicht überschreitet. Bitte beachten Sie, dass die Warenströme immer gesondert - und nicht der Gesamtwert (175.000 Euro in unserem Beispiel 1) - betrachtet werden müssen.

Beispiel 2:

Wert der Eingänge 2023: 225.000 Euro

Wert der Versendungen 2023: 25.000 Euro

Das Unternehmen muss seitens der Eingänge vereinfachte Meldungen ausfüllen, ist aber seitens der Versendungen von der Meldepflicht befreit.

Beispiel 3:

Wert der Eingänge 2023: 500.000 Euro

Wert der Versendungen 2023: 75.000 Euro

Die Firma muss seitens der Eingänge ausführliche Meldungen ausfüllen, ist aber seitens der Versendungen befreit.

Beispiel 4:

Wert der Eingänge 2023: 225.000 Euro

Wert der Versendungen 2023: 300.000 Euro

Die Firma füllt vereinfachte Meldungen für die Versendungen und die Eingänge aus.

Beispiel 5:

Wert der Eingänge 2023: 250.000 Euro

Wert der Versendungen 2023: 750.000 Euro

Die Firma muss ausführliche Meldungen für die Versendungen und darf vereinfachte Meldungen für die Eingänge ausfüllen.

Beispiel 6:

Wert der Eingänge 2023: 3.000.000 Euro

Wert der Versendungen 2023: 9.000.000 Euro

Die Firma muss erweiterte ausführliche Meldungen für die Versendungen ausfüllen (mit Angabe des statistischen Wertes und des Transportweges) und darf ausführliche Meldungen (ohne statistischen Wert und ohne Transportweg) für die Eingänge erstellen.

4.2. Anwendung der Schwellenwerte

In der Regel beziehen sich die Schwellen auf die Vorjahresergebnisse. Trotzdem werden die Ergebnisse des laufenden Jahres auch in Betracht gezogen.

Die Auskunftspflichtigen werden per Brief auf der Grundlage der in den Mehrwertsteuererklärungen angegebenen innergemeinschaftlichen Umsätze benachrichtigt. Im Falle einer vierteljährlichen oder jährlichen Mehrwertsteuererklärung kann die STATEC den genauen Monat der Schwellenwertüberschreitung nicht bestimmen. Folglich wird der erste Monat des betreffenden Quartals der Überschreitung als Beginn der Intrastat-Meldepflicht angesehen. Der Auskunftspflichtige muss den genauen Monat der Überschreitung berechnen und die STATEC informieren, damit der Beginn der Meldepflicht bestimmt werden kann.

4.2.1. Kumulierter Wert der innergemeinschaftlichen Geschäfte des laufenden Jahres

Ein Unternehmen

- das seine Tätigkeit erst im Laufe des Jahres aufgenommen hat,
- oder dessen Auskunftspflicht bis dato vermindert oder sogar ausgesetzt war,

ist verpflichtet die Ergebnisse des laufenden Jahres ebenfalls in Betracht zu ziehen.

Wenn der **kumulierte Wert** eines Warenflusses (Versendungen bzw. Eingänge) im laufenden Jahr die bis dato zutreffende Schwelle überschreitet, treten die Bestimmungen der neuen, höheren Schwelle in Kraft. Man unterscheidet zwischen:

1) der von der Auskunftspflicht befreiten Firma.

Wenn im Laufe des Jahres der kumulierte Betrag der innergemeinschaftlichen Eingänge die Befreiungsschwelle von 250.000 Euro oder der kumulierte Betrag der innergemeinschaftlichen Versendungen die Befreiungsschwelle von 200.000 Euro überschreitet, muss der bis dahin befreite Auskunftspflichtige, ab dem Monat der Überschreitung der Schwelle eine vereinfachte Intrastat-Meldung erstellen.

2) der vereinfacht (oder ausführlich) meldenden Firma.

Wenn der kumulierte Betrag die Vereinfachungsschwelle (oder die ausführliche Schwelle) überschreitet, muss der Auskunftspflichtige, ab dem darauffolgenden Monat, eine ausführliche (oder eine erweiterte ausführliche) Meldung abgeben.

4.2.2. Vorjahresergebnis der innergemeinschaftlichen Geschäfte

Nach Abschluss eines Jahres (d.h. nach Abgabe der Intrastat-Meldung des Monats Dezember) können die Unternehmen ihre statistischen Pflichten neu überprüfen.

Das Vorjahresgesamtergebnis des jeweiligen Warenflusses bestimmt welche Schwelle, ab Januar des darauffolgenden Jahres, in Betracht zu ziehen ist.

Der Unterschied zu Punkt 4.2.1. liegt darin, dass es dem Auskunftspflichtigen nur nach Abschluss eines Jahres erlaubt ist seine statistischen Pflichten zu vermindern.

Bei Benutzung des IDEP.WEB Portals wird der Auskunftspflichtige informiert, falls der kumulierte Warenwert des laufenden Jahres die Schwelle überschreitet und eine ausführlichere Meldung ab dem darauffolgenden Monat erstellt werden muss.

4.2.3. Befreiung von der Auskunftspflicht

Eine Firma bei der, nach Abschluss eines Jahres, das Jahresergebnis der innergemeinschaftlichen Eingänge die Schwelle von 250.000 Euro und / oder der innergemeinschaftlichen Versendungen die Schwelle von 200.000 Euro nicht mehr überschreitet, kann für den betreffenden Warenfluss, eine Befreiung für das darauffolgende Jahr beantragen.

Email Adresse : info-intrastat@statec.etat.lu

4.3. Weitere Entlastungen im Intrastat-System

4.3.1. Angabe der zehn wichtigsten Warenkodes (KN8)

Diese Entlastung gilt nur für Auskunftspflichtige der vereinfachten Intrastat-Meldung (250.000 / 200.000 Euro < Jahreswert ≤ 375.000 Euro).

Bei vereinfachten Meldungen ist es erlaubt nur die 10 Warennummern anzugeben, deren Warenwerte - für den jeweiligen Monat - am höchsten sind. Für die übrigen Produkte darf die Sammelposition 99500000 angegeben werden. Eine Aufgliederung nach Partnerland ist aber auch weiterhin erforderlich.

4.3.2. Schwelle pro Transaktion

Alle Auskunftspflichtigen können ihre Transaktionen, die den Wert von 100 Euro nicht überschreiten unter der Sammelposition 99500000 der Kombinierten Nomenklatur verbuchen. Eine Aufgliederung nach Partnerland ist aber auch weiterhin erforderlich.

5. GRUNDLAGEN DER INNERGEMEINSCHAFTLICHEN HANDELSSTATISTIK

5.1. Statistisches Basiskonzept

Im Allgemeinen erfasst die innergemeinschaftliche Handelsstatistik alle ein- und ausgehenden Waren, die den materiellen Bestand eines Mitgliedstaats erhöhen (Eingänge aus einem anderen Mitgliedstaat) oder verringern (Versendungen in einen anderen Mitgliedstaat).

Somit erfasst die EU-Handelsstatistik Luxemburgs grundsätzlich nur die Waren, die körperlich die luxemburgische Grenze überschreiten (elektrischer Strom und Gas inbegriffen) und einen anderen Mitgliedstaat als Ziel oder Herkunft haben. Die Eigentumsübertragung ist kein entscheidender Faktor für die Außenhandelsstatistik, außer in folgenden drei Fällen:

1. Wasserfahrzeuge für die Seeschifffahrt,
2. Luftfahrzeuge die von Fluggesellschaften genutzt werden,
3. Raumflugkörper wie beispielsweise die Satelliten,

Für diese Güter wird das Prinzip der physischen Ein- und Ausfuhr durch das Prinzip der Eigentumsübertragung zwischen Ansässigen und Nichtansässigen ersetzt.

In Anbetracht des Basiskonzepts ist folgendes aus der Außenhandelsstatistik auszuschließen:

1. Transit von Waren (Durchquerung des Landes) oder Waren, die nur aus logistischen Gründen in Luxemburg Halt machen;
2. Zeitlich begrenzte Warenverkehre (mit Ausnahme des Warenverkehrs zur oder nach Veredelung bzw. Reparatur), bei denen die vorgesehene Dauer des Verbleibs der Ware 24 Monate nicht überschreitet oder überschreiten soll. Z.B. Miete oder operatives Leasing eines Wagens für eine Dauer unter 24 Monaten;
3. Dreiecksgeschäfte (mit Ausnahme solcher die Wasser- und Luftfahrzeuge oder Raumflugkörper betreffen) wo finanzielle oder andere Transaktionen zwischen einem Ansässigen und einem Nichtansässigen stattfinden ohne dass jedoch die Güter körperlich ein- oder ausgeführt werden;
4. Dienstleistungen aller Art (mit Ausnahme von Veredelungs- und Reparaturarbeiten) sowie die damit verbundenen Kosten wie z.B. der Einkauf oder Verkauf von Lizenzen, die Erstellung von Studien, die Lohnkosten, ...

5.2. Spezifische Waren und Bewegungen

5.2.1. Innergemeinschaftliche Geschäfte eines ausländischen Unternehmens, das in Luxemburg eingeschrieben ist

Beim Ablauf der hier beschriebenen innergemeinschaftlichen Geschäfte Luxemburgs tritt eine Firma auf, die in einem anderen Mitgliedsstaat ansässig ist, aber auch in Luxemburg eingeschrieben ist (ohne unbedingt hier eine Niederlassung zu haben). In der Praxis kann es sich hier um Fernverkäufe oder um Bau- oder Montagearbeiten handeln.

Die verschiedenen Handelspartner sind:

A = ein Unternehmen mit Sitz in einem anderen Mitgliedsstaat

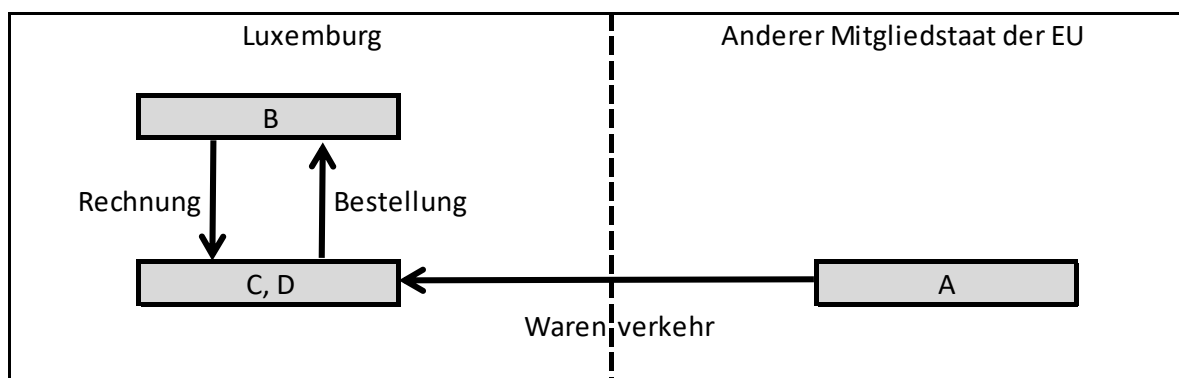
B = dasselbe Unternehmen A in Luxemburg eingeschrieben (also mit einer LU - Identifikationsnummer)

C = eine andere in Luxemburg ansässige Firma

D = eine in Luxemburg wohnhafte Privatperson

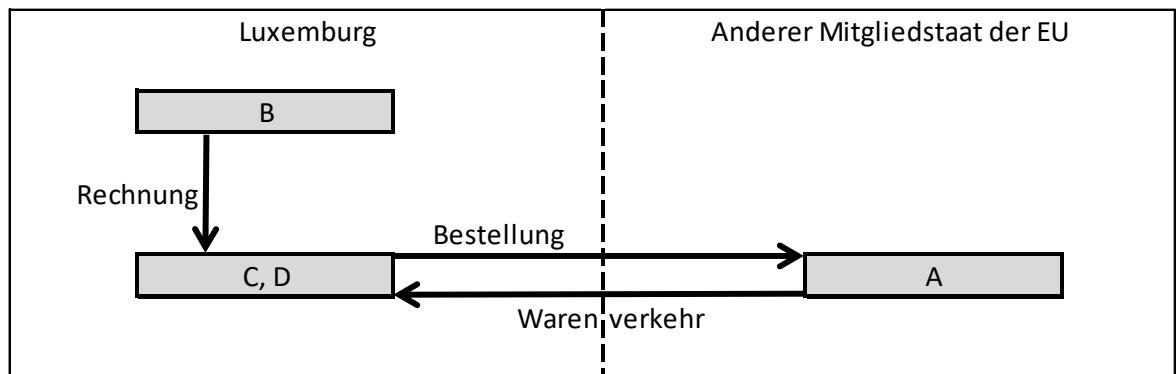
Fall 1:

C oder D haben ihre Bestellung bei B aufgegeben, doch sie werden unmittelbar von A beliefert. Die Rechnung wird zugunsten von B ausgestellt (mit Luxemburger Mehrwertsteuer). In diesem Fall ist B der Auskunftspflichtige und muss eine Intrastat – Meldung erstellen, sogar wenn die Waren für Privatpersonen bestimmt sind. C (und D) sind befreit.



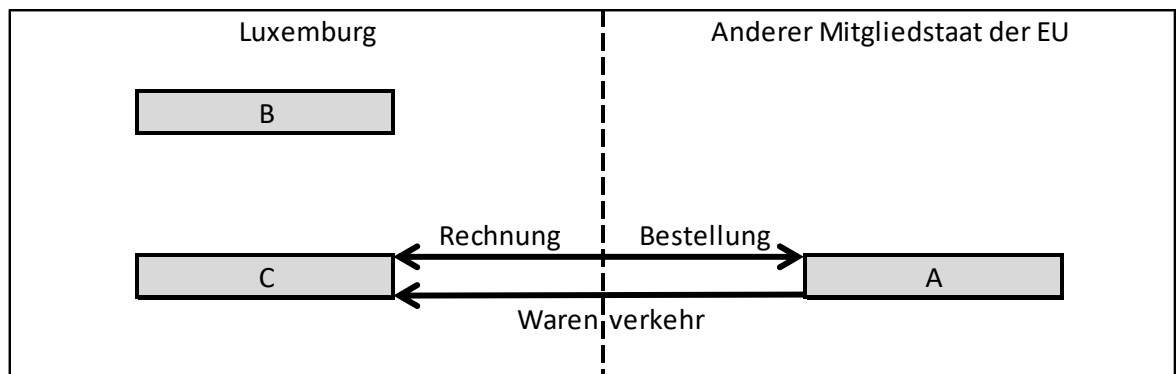
Fall 2:

C oder D haben ihre Bestellung bei A aufgegeben. Obwohl letzterer sie unmittelbar beliefert, wird die Rechnung zugunsten von B ausgestellt (mit Luxemburger Mehrwertsteuer). In diesem Fall ist B der Auskunftspflichtige und muss eine Intrastat - Meldung erstellen, sogar wenn die Waren für Privatpersonen bestimmt sind. C (und D) sind befreit.



Fall 3:

C gibt seine Bestellung bei A auf und erhält die Ware unmittelbar von A. Die Rechnung (ohne luxemburger Mehrwertsteuer) wird von A ausgestellt. In der Tat tritt B in der Verbindung zwischen C und A nicht auf. In diesem Fall ist C der Auskunftspflichtige und muss die Intrastat - Meldung erstellen.



Angesichts der Interpretationsmöglichkeiten der verschiedenen Modelle, ist es für alle Beteiligten ratsam sich untereinander abzusprechen, um eine doppelte Arbeit oder andererseits das rückwirkende Erstellen einer großen Anzahl von Meldungen zu vermeiden.

5.2.2 Gutschriften

1. Gutschriften, die sich auf ein Skonto (Rabatt) beziehen, werden nicht gemeldet.
2. Gutschriften, die sich aber auf zurückgesendete Waren beziehen, müssen als Warenrücksendung gebucht werden (Punkt 5.2.3)
3. Gutschriften wegen falscher Rechnung müssen als Verbesserung gemeldet werden (siehe Punkt 6.6 Verbesserungen).

5.2.3 Warenrücksendungen

Waren, die der Käufer nicht annimmt und dem Verkäufer zurücksendet werden, müssen als Versendungen gemeldet werden (Art des Geschäfts Kode 21), falls die Firma Versendungs-Meldungen abgeben muss. Wenn die Rücksendung im selben Monat wie die Lieferung erfolgt, wird der effektive Warenwert gemeldet (Punkt 7.3.3 - Art des Geschäfts).

5.2.4 Reparatur oder Lohnveredelung:

Warenausfuhren vor bzw. nach einer Reparatur oder Lohnveredelung werden im Intrastat-System erhoben. Es handelt sich hier um eine Ausnahme, da Waren mit einer vorübergehenden Verwendung (z.B. Geräte und Ausrüstung die das Baugewerbe zur Ausführung ihrer Arbeit benötigt) normalerweise nicht im Intrastat erhoben werden (siehe Paragraph 5.3.)

Bei Versendung oder Eingang von Waren **hinsichtlich** einer Lohnveredelung oder einer entgeltlichen Reparatur muss der (geschätzte) Gesamtwert der Ware angegeben werden. Bei Erhalt oder Rücksendung von Waren **nach** einer Lohnveredelung oder einer entgeltlichen Reparatur muss der Gesamtwert **zuzüglich** der Bearbeitungs- oder Reparaturkosten angegeben werden.

Man muss zwischen einer erweiterten ausführlichen Meldung und den vereinfachten oder ausführlichen Meldungen unterscheiden.

1) Erweiterte ausführliche Meldung (statistischer Wert obligatorisch)

Aus Sicht des Auftraggebers:

	Versendung hinsichtlich einer Lohnveredelung / Reparatur	Eingang nach einer Lohnveredelung / Reparatur
Art des Geschäfts	Kode 41 / 61	Kode 51 / 62
Rechnungswert	0 *	Wert der geleisteten Arbeit
Statistischer Wert	Wert der Ware	Wert der Ware + Wert der geleisteten Arbeit + Transportkosten

Aus Sicht des Lohnveredlers:

	Eingang hinsichtlich einer Lohnveredelung / Reparatur	Versendung nach einer Lohnveredelung / Reparatur
Art des Geschäfts	Kode 41 / 61	Kode 51 / 62
Rechnungswert	0 *	Wert der geleisteten Arbeit
Statistischer Wert	Wert der Ware + Transportkosten	Wert der Ware + Wert der geleisteten Arbeit

* Wegen einer Vereinbarung auf europäischer Ebene nimmt das Internet-Formular IDEP.WEB die Zahl 0 nicht an, sondern ist mit dem symbolischen Wert «1 anzugeben.

2) Ausführliche Meldung

Die Unternehmen, die von der Angabe des statistischen Wertes befreit sind, geben den unten bestimmten Wert in der Rubrik "In Rechnung gestellter Wert" an.

Aus Sicht des Auftraggebers:

	Versendung hinsichtlich einer Lohnveredelung / Reparatur	Eingang nach einer Lohnveredelung / Reparatur
Art des Geschäfts*	Kode 41 / 61	Kode 51 / 62
Rechnungswert	Wert der Ware	Wert der Ware + Wert der geleisteten Arbeit

Aus Sicht des Lohnveredlers:

	Eingang hinsichtlich einer Lohnveredelung / Reparatur	Versendung nach einer Lohnveredelung / Reparatur
Art des Geschäfts*	Kode 41 / 61	Kode 51 / 62
Rechnungswert	Wert der Ware	Wert der Ware + Wert der geleisteten Arbeit

- 5.2.5 Reparatur / Wartung von Kraftfahrzeugen**
Reparatur oder Wartungen von Kraftfahrzeugen, die in einem anderen Mitgliedsstaat durchgeführt wurden, sind in der Intrastat-Meldung anzugeben. (Punkte 5.2.4 und 7.3.3).
- 5.2.6 Zeitungsabonnemente**
Zeitung oder Zeitschriften Abos sollen einmal jährlich gemeldet werden und nicht die einzelnen Zeitungsausgaben
- 5.2.7 Anzahlungen für künftige Lieferungen**
Gemäß dem Prinzip der physischen Ein- oder Ausfuhr, ist die Ware erst bei deren Eingang/Versand in der Intrastat-Meldung anzugeben und zwar in Höhe des Gesamtwertes. Anzahlungen dürfen nicht angegeben werden.
- 5.2.8 Geschenke und kostenfreie Sendungen**
Bei Geschenken und kostenfreien Sendungen (außer Werbemittel und kostenfreie Warenproben) ist der (geschätzte) Gesamtwert anzugeben (z.B. bei Ersatzteilen).
- 5.2.9 Abfall**
Der Handel von Abfall ist zu melden. Man unterscheidet 3 Arten von Transaktionen (7.3.3 Art des Geschäfts):
- 11: Kauf/Verkauf von Abfall mit Marktwert
 - 41/51: Recycling von Abfall mit Rückkehr des wiederverwertbaren Materials zum Auftraggeber (Lohnveredelung)
 - 99: Beseitigung des Abfalls ohne Marktwert einhergehend mit Abholungskosten oder Bearbeitung für den Auftraggeber (Konvention: Rechnungsbetrag = 1 Euro)
- 5.2.10 Finanzierungsleasing (Mietkauf)**
Das Finanzierungsleasing (Mietkauf) mit anschließendem Eigentumsübertrag auf den Leasing-Nehmer ist zum Zeitpunkt des Vertragsschlusses in der Intrastat-Meldung anzugeben. Bitte beachten Sie, dass der im Vertrag eingetragene Gesamtwarenwert, und nicht der Restwert, anzugeben ist. Finanzierungsleasing beinhaltet Geschäfte, bei denen die Leasingraten so berechnet werden, dass sie den ganzen oder fast den ganzen Warenwert abdecken. Die Vorteile und Risiken des Eigentums gehen auf den Leasingnehmer über; bei Vertragsende wird der Leasingnehmer auch rechtlich Eigentümer der Waren.
- 5.2.11 Miete, Ausleihe und operatives Leasing von Gütern**
Nur die Miete, Ausleihe und operatives Leasing von Gütern mit einem Verbleib von über 24 Monaten sind in der Intrastat-Meldung anzugeben. Das operative Leasing ist eine Art Mietvertrag ohne Kaufoption. Es handelt sich dabei um eine Gebrauchsüberlassung der Ware ohne Überwälzung der Sach- und Preisgefahr auf den Leasing-Nehmer. Der Leasing-Geber bleibt der rechtliche Eigentümer und verfügt bei Vertragsende wieder frei über die Ware.
- 5.2.12 Software**
Standardsoftware wie Textverarbeitungs-, Datenbank-, oder Setzungsprogramme, usw. sind zu melden. Der anzugebende Wert beinhaltet nicht nur den des Datenträgers, sondern auch den des Programms selbst. Computerprogramme, die spezifisch für ein Unternehmen entwickelt werden, sind als Dienstleistungen einzustufen und sind damit nicht in der Intrastat-Meldung zu melden. Elektronisch übermittelte Software-Programme haben keinen physischen Datenträger und werden deshalb nicht berücksichtigt.
- 5.2.13 Investitionsgüter**
Der Erwerb sowie der Wiederverkauf von Investitionsgütern (Produktionsanlagen, Dienstwagen, Lastwagen, Rechner,...) oder Waren die unter Gemeinkosten verbucht werden (Büromaterial, Zubehör,...), sind in der Intrastat-Meldung anzugeben.
- 5.2.14 Lagerverlegung:**
1. Lagerverlegungen, in ein/aus einem EU-Mitgliedsstaat, mit tatsächlicher, beabsichtigter oder zukünftiger Eigentumsübertragung sowie mit finanzieller oder anderweitiger Gegenleistung (z.B. Eingänge/Versendungen in ein Warenlager oder ein Verteilungszentrum zwecks späteren Verkaufs an Kunden; ...): je nach Eigenart sind diese Lagerverlegungen mit der 11, 12, 31 anzugeben.
 2. Lagerverlegungen, in ein/aus einem EU-Mitgliedsstaat, ohne beabsichtigte Eigentumsübertragung (z.B. Versendung von Waren ins Ausland aus rein logistischen Gründen diese Lagerverlegungen sind mit der Art des Geschäfts 99 anzugeben.
- 5.2.15 Geschäfte mit nicht Mehrwertsteuerpflichtigen.**
Die Geschäfte mit nicht MwSt.-Pflichtigen (z.B. Privatpersonen) werden unter der Art des Geschäfts 11 oder 12 angegeben.

5.3. Nicht zu meldende Waren

Verschiedene Waren, die zwischen den Mitgliedsstaaten der EU im Umlauf sind, werden nicht angegeben. Es handelt sich grundlegend um Waren, deren Verkehr zeitlich begrenzt oder die nicht Gegenstand eines Handelsgeschäfts sind.

Die Angaben zu folgenden Waren sind ausgenommen:

- a) Währungsgold;
- b) gesetzliche Zahlungsmittel sowie Wertpapiere, einschließlich Wertzeichen, die zur Bezahlung von Dienstleistungen, z. B. Porto, sowie von Steuern oder Nutzungsgebühren dienen;
- c) Waren zur oder nach der vorübergehenden Verwendung (z. B. Miete, Leihe, Operatives Leasing), sofern alle folgenden Bedingungen erfüllt sind:
 - eine Veredelung / Reparatur ist weder geplant noch erfolgt,
 - die erwartete Dauer der vorübergehenden Verwendung beträgt höchstens 24 Monate,
 - die Versendung / der Eingang ist nicht als Lieferung / Erwerb für Umsatzsteuerzwecke zu erfassen;
- d) Warenbewegungen zwischen einem Mitgliedstaat und seinen territorialen Exklaven in anderen Mitgliedstaaten und einem Mitgliedstaat und territorialen Exklaven anderer Mitgliedstaaten oder internationaler Organisationen auf seinem Hoheitsgebiet. Zu den territorialen Exklaven gehören Botschaften sowie staatliche Streitkräfte, die außerhalb des Hoheitsgebietes ihres Entsendelandes stationiert sind;
- e) Waren, die als Datenträger von individualisierten Informationen verwendet werden, einschließlich Software;
- f) aus dem Internet heruntergeladene Software, E-Books, Abos von online Zeitungen, usw.;
- g) unentgeltlich gelieferte Waren, die nicht Gegenstand eines Handelsgeschäfts sind, sofern die Warenbewegung ausschließlich mit der Absicht erfolgt, ein späteres Handelsgeschäft durch Vorführung der Eigenschaften der Waren oder Dienstleistungen vorzubereiten oder zu unterstützen, wie z. B. Werbematerial und Warenmuster;
- h) Beförderungsmittel während ihres Betriebs, einschließlich Trägerraketen für die Raumfahrt während des Starts.

6. ÜBERMITTLUNG DER STATISTISCHEN INFORMATIONEN

6.1. Monatliche Übermittlung

Grundsätzlich sind die statistischen Informationen in Form monatlicher Meldungen vorzulegen. Diese Intrastat Meldungen sind vom Auskunftspflichtigen bzw. vom Drittmelder zu senden.

Bitte beachten Sie dass:

- Wareneingänge bzw. –Versendungen getrennt zu melden sind,
- Vierteljahresmeldungen oder rückwirkende Jahresmeldungen wie bei der Mehrwertsteuer nicht möglich sind.

6.2. Empfangsdienst

Papiervordrucke

Service Intrastat
B.P. 304
L - 2013 Luxemburg

Meldungen per Email zum Ausdrucken (Excel, PDF, JPG) werden geduldet:
info-intrastat@statec.etat.lu

6.3. Übermittlungsfrist

Die Intrastat-Meldungen müssen bis zum **16. Arbeitstag** des nachfolgenden Monats übermittelt werden.

6.4. Spezifische Intrastat-Meldungen

6.4.1. Teilmeldungen

Der Auskunftspflichtige hat die Möglichkeit die monatlichen Daten in einer einzigen Meldung oder in mehreren Teilmeldungen anzugeben.

Falls Teilmeldungen eingereicht werden, bezieht sich die obengenannte Frist auf die letzte Teilmeldung des betreffenden Monats.

6.4.2. Nullmeldung

Falls im Laufe eines oder mehrerer Monate kein innergemeinschaftlicher Warenverkehr (Eingänge bzw. Versendungen) stattgefunden hat, muss der Auskunftspflichtige eine Nullmeldung erstellen, um den Versand von unnötigen Mahnungen zu vermeiden.

6.5. Datenträger

Es gibt zwei Arten die geforderten statistischen Daten zu erstellen und zu übermitteln:

- Für ausführliche und erweiterte ausführliche Meldungen ist die elektronische Datenübermittlung über das IDEP.WEB Portal obligatorisch: <https://services.statec.lu/IddepWeb/>.
- Vereinfachte Meldungen auf Papier werden geduldet sollten aber vorzugsweise via IDEP.WEB erstellt werden.

6.5.1. Elektronische Datenträger

Alle Auskunftspflichtigen, die die jährliche Schwelle von 375.000 Euro überschreiten, müssen das IDEP.WEB Portal benutzen.

Der IDEP.WEB-Online-Dienst des STATEC ist eine moderne Datenerhebungstechnik, die Ihren Arbeitsaufwand erheblich verringert. Dieser elektronische Weg ist in vielerlei Hinsicht vorteilhaft. Er erlaubt Ihnen beispielsweise:

- manuelle Eingabe der Daten,
- Import von Daten aus einer firmeninternen Software oder Datenbank
- Möglichkeit Zeilen aus einer vorangegangenen Meldung zu übernehmen,
- Rückgriff auf Tafeln die dem spezifischen Umfeld der Firma angepasst wurden,
- Erstellung von Verbindungstafeln zwischen firmeninternen Warenkodex und der Kombinierten Nomenklatur
- Abspeicherung von Modellen, die jederzeit wieder aufgerufen werden können (besonders nützlich bei mehr oder weniger gleichbleibendem Warenverkehr),
- ...

Weitere Einzelheiten das IDEP.WEB Portal betreffend unter Punkt 6.5.3.

6.5.1.1. Andere elektronische Formate

Andere elektronische Übermittlungsformate werden nicht angenommen. Wir stehen Ihnen aber jederzeit zur Verfügung um, gemeinsam mit Ihnen, eine geeignete, kostenlose und an Ihrem EDV-Umfeld angepasste Lösung zu finden.

6.5.1.2. Import von Daten aus einer firmeninternen Software oder Datenbank

Das Internet-Formular IDEP.WEB kann Daten aus allen möglichen Dateien übernehmen (Excel, Datenbank, Text, usw.). Dies hat den Vorteil, dass die Daten schon bei deren Import überprüft werden. Es ist möglich diese Daten, nach erfolgter Kontrolle, zu vervollständigen und zu berichtigen. Die Gefahr einer Zurückweisung einer solch erstellten Meldung ist eher gering.

Falls Probleme bei der Übernahme von Daten auftreten, sollten Sie uns die Dateien aus ihrem firmeninternen Programm (Buchhaltungssoftware, ..) zukommen lassen. Anhand dieser Dateien versuchen wir eine geeignete Lösung zu finden.

Es ist auch möglich die im Internet-Formular IDEP.WEB eingegebenen Daten in ihr firmeninternes Programm einzuspeisen.

6.5.2. Papiervordruck

Nur Auskunftspflichtige, der vereinfachten Intrastat Meldungen können diese auf Papier erstellen. Dazu werden die Vordrucke am Ende dieses Merkblatts benutzt, bzw. als PDF-Dokument von unserer Internetseite www.statec.lu ("Enquêtes - Espace entreprises - Intrastat") heruntergeladen.

Die Angaben müssen in leserlichen Buchstaben und Zahlen eingetragen werden. Sämtliche Kolonnen und Rubriken eines Formulars müssen ausgefüllt werden. Sollte eine Meldung mehr als eine Seite benötigen, sind weitere Vordrucke zu verwenden, die oben rechts zu nummerieren sind. Eine Kopie der übermittelten Meldung sollte in der Firma aufbewahrt werden.

6.5.3. IDEP.WEB für die Meldungen „Intrastat“ und „Zahlungsbilanz“.

Kompatible Internet-Browser: Internet Explorer, Mozilla Firefox, Google Chrome, Safari, Opera.

Anfrage eines Benutzerkontos:

- Der Zugang zu IDEP.WEB erfordert ein Benutzerkonto mit Passwort. Nach Erhalt Ihrer Anfrage werden Ihnen die Zugriffsrechte per Einschreiben zugesendet.
- Ihre Anfrage senden Sie bitte per Email an info-intrastat@statec.etat.lu unter Angabe folgender Informationen:
 - Identifikationsnummer der Firma (LU _____),
 - Name und Adresse der Firma,
 - Daten einer Kontaktperson in der auskunftspflichtigen Firma (Vorname, Name, Telefonnummer und Email-Adresse).

Vorteile:

- Sie haben zu jeder Zeit Zugang zu Ihren Daten.
- Sie bekommen sofort eine Empfangsbestätigung per Email.

Wahl der Sprache:

- Französisch, deutsch, englisch.

Einfache Eingabe:

- Eingabe der Daten mit sofortiger Prüfung.

Übernahme bestehender Daten:

- Import der Daten aus vielen üblichen kommerziellen Programmen.
- Daten aus ihren eigenen Dateien können übernommen werden (Excel, Dbase, MS-Access, Text). Es ist möglich die Tafeln für Intrastat und Zahlungsbilanzen zu exportieren.

Anpassung an ihre Firma:

- Kopieren von früheren Zeilen oder Meldungen.
- Möglichkeit mit Ihrer firmeninternen Warenbeschreibung zu arbeiten.
- Erstellen von -Modellen (Meldungszeilen, die Sie danach wiederverwenden können).
- Tafel der Handelspartner (Versendungen).

Suche von Warennummern:

- Die Suche per Schlüsselwort funktioniert in drei Sprachen (französisch, deutsch und englisch). Die Sprache kann während der Suche gewechselt werden.

Meldung / Drittmelder:

- Falls der Auskunftspflichtige einen Teil der Berichtslast an einen Drittmelder übertragen hat, hat der Auskunftspflichtige Zugriff auf alle Meldungen, während der Drittmelder nur Zugang zu den von ihm erstellten Meldungen hat.

Hilfe

- Eine Hilfe für jede Funktion ist verfügbar

Allgemeine Informationen zu IDEP.WEB:

J-P. Jossa, oder X. De Sousa, support-intrastat@statec.etat.lu, Tel.: 247 84286 oder 247 74286

6.6. Verbesserung von Meldungen

IDEP.WEB Benutzer

Wenn Sie eine bereits gesendete Meldung verbessern möchten, müssen Sie die Option "Ersatz" wählen. Die bereits versandten Daten der zu verbessernden Meldung werden in die neue Meldung kopiert. Nach der Verbesserung (Ergänzungen, Korrekturen, Löschungen) und Übertragung ersetzt diese neue Meldung die zuvor gesendete.

Benutzer von Papier Vordrucken:

Sie korrigieren die Fehler (Ergänzungen, Korrekturen, Löschungen) der ersten Meldung und senden diese erneut. Es ist wichtig, das neue Formular mit "löscht und ersetzt" zu identifizieren.

6.7. Verweigerung der Annahme einer Meldung

Der Auskunftspflichtige hat nicht nur die Pflicht seine Meldungen im vorgeschriebenen Zeitraum zu senden, sondern auch deren Richtigkeit zu gewährleisten. Intrastat-Meldungen mit hohen Fehlerquoten können abgelehnt und zurückgesendet werden.

IDEP.WEB hat den Vorteil dass es über automatische Kontrollprozeduren verfügt. Alle eingegebenen Daten werden nach etwaigen Fehlern überprüft. Das Risiko einer Annahmeverweigerung solch erstellter Meldungen ist eher gering.

7. DIE INTRASTAT-MELDUNG

Die gemeldeten Intrastat-Informationen dienen nur zu statistischen Zwecken. STATEC gewährleistet die Vertraulichkeit aller individuellen Daten.

7.1. Informationsquellen

Im Allgemeinen können die benötigten Daten aus folgenden Dokumenten entnommen werden:

- Einkaufs - oder Verkaufsrechnungen;
- Transport - oder Lieferscheine;
- Verträge oder Bestellungsformulare;
-

Beachten Sie, dass es zahlreiche Ausnahmefälle gibt (Dreiecksgeschäfte, Dienstleistungen, ...) die im Kapitel 5 "Grundlagen der innergemeinschaftlichen Handelsstatistik" aufgelistet werden.

7.2. Administrative Auskünfte

7.2.1. Kontaktdaten des Auskunftspflichtigen

N° LU

Der Auskunftspflichtige muss seine LU-Nummer angeben.

Einem Auskunftspflichtigen, dessen Filialen oder Produktionseinheiten durch die gleiche Identifikationsnummer (z.B. LU12345678) gekennzeichnet sind, ist es gestattet getrennte Intrastat-Meldungen für diese abzugeben. Ein entsprechender Antrag zur Aufteilung der Filialen oder Produktionseinheiten anhand einer Ergänzung der Kennziffer kann gestellt werden: info-intrastat@statec.etat.lu
Die erweiterte LU-Nummer erlaubt es STATEC die einzelnen Einheiten (Filialen) voneinander zu unterscheiden.

Name / Postadresse

In diesem Feld gibt der Auskunftspflichtige die Firmenbezeichnung, sowie die vollständige Adresse an.

Kontaktperson, Tel. und Emailadresse:

Die Daten der zuständigen Kontaktperson der Firma sind anzugeben.

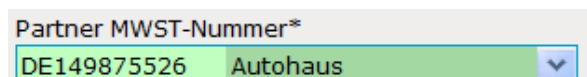
7.2.2. Berichtszeitraum

Monat / Jahr

Dieses Feld bezieht sich auf den Berichtszeitraum (Monat / Jahr) der betreffenden Meldung.

In der Regel ist der Berichtszeitraum der Kalendermonat, in dem der Anspruch auf die Mehrwertsteuer für innergemeinschaftliche Lieferungen oder Erwerbe von Gegenständen eintritt. In allen anderen Fällen müssen die innergemeinschaftlichen Geschäfte dem Monat zugeordnet werden, in dem die Warenbewegungen stattgefunden haben.

7.2.3. Partner Mehrwertsteuernummer (nur Versendungen)



Der Intrastat-Auskunftspflichtige gibt in diesem Feld die Mehrwertsteuernummer des innergemeinschaftlichen Käufers der Ware an. Es ist die gleiche Nummer, die der Mehrwertsteuerpflichtige an die „Administration de l'Enregistrement et des Domaines“ meldet. Dieses Feld ist nur bei den Versendungen auszufüllen. Idep.Web kontrolliert außerdem die Gültigkeit der Identifikationsnummer (bei den meisten Mitgliedsländern).

Gemäß der Verordnung (EU) 2019/2152 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. November 2019 über europäische Unternehmensstatistiken ist die Angabe der Mehrwertsteuernummer des innergemeinschaftlichen Handelspartners obligatorisch.

7.2.4. Eingabe der Eingänge und Versendungen im IDEP.WEB Portal:

Meldung: **Erweitert**, Art: **Eingänge**, Periode: **201712**

Herkunftsland*	DE Deutschland	Netto Masse in Kg (optional)	1 000
Ursprungsland*	MY Malaysia	Zusatz-Einheit (Stück)*	1
Art des Geschäfts*	11 Endgültiger Kauf/Verkauf	Währung	
Verkehrszweig*	3 Straßenverkehr	Rechnungswert in EURO*	10 000
Firmeneigener Code		Statistischer Wert in EURO*	10 000
KN8 Gütercode*	01012100 	Referenz	Rechnung N° 1
Zuchtpferde, reinrassig			

Meldung: **Ausführlich** Art: **Versendungen** Periode: **202112**

Partner MWST-Nummer (verpflicht)	DE149875526	 Netto Masse in Kg (optional) (optional)	1000
 Bestimmungsland (verpflicht)	DE Deutschland	 Zusatz-Einheit (Stück) (verpflicht)	
 Ursprungsland (verpflicht)	BE Belgien	 Währung (optional)	
 Art des Geschäfts (verpflicht)	11 Endgültiger Kauf/Verkauf	 Rechnungswert in EURO (verpflicht)	1 000
 KN8 Warennummer (verpflicht)	01012100 	Referenz (optional)	
Als persönlichen Code speichern			
Zuchtpferde, reinrassig			

7.3. Statistische Daten

Identische Waren aus demselben Herkunftsland können einzeln oder in zusammengefasster Form gemeldet werden. Verschiedene Produkte, die in einer Rechnung zu einem globalen Rechnungsbetrag zusammengefasst wurden, müssen wieder auf die einzelnen Waren aufgeteilt werden.

Beispiel einer Eingabe, die Zeile für Zeile erfolgt:

Linie	Herkunftsland	Art des Geschäfts	Transportweg	Warennummer	Ursprungsland	Nettomasse	Zusatzinheit	Wert Euro
1	BE	11	3	08043000	BE	20	22	44
2	BE	11	3	08043000	BE	25	28	56
3	BE	11	3	08043000	BE	10	11	22

Beispiel einer Eingabe, die in zusammengefasster Form erfolgt:

Linie	Herkunftsland	Art des Geschäfts	Transportweg	Warennummer	Ursprungsland	Nettomasse	Zusatzinheit	Wert Euro
1	BE	11	3	08043000	BE	55	61	122

7.3.1. Herkunftsland (Eingänge) / Bestimmungsland (Versendungen)

Herkunftsland*

DE Deutschland

Bestimmungsland*

DE Deutschland

Bei den „Eingängen“ handelt es sich beim Herkunftsland um den EU-Mitgliedstaat wo die Waren sich zuletzt befanden, ehe sie nach Luxemburg versendet wurden. Beim Versendungsmitgliedstaat handelt sich also nicht unbedingt um das Ursprungsland, sprich das Land wo die Waren produziert oder montiert wurden. Falls die Waren, vor ihrer Ankunft in Luxemburg einen oder mehrere Mitgliedstaaten durchquert haben und dort andere, als mit der Beförderung zusammenhängende Aufenthalte oder Rechtsgeschäfte stattgefunden haben (z.B. Eigentumswechsel oder Lohnveredelungsvertrag), gilt als Herkunftsland der letzte EU-Mitgliedstaat, in dem solche Aufenthalte oder Geschäfte stattgefunden haben. Mit der Beförderung zusammenhängende Aufenthalte oder Rechtsgeschäfte wären z.B. ein Wechseln des Transportmittels, oder Behandlungen die dazu bestimmt sind die Waren während der Beförderung in ihrem Zustand zu erhalten.

Bei den „Versendungen“ ist das Bestimmungsland der EU-Mitgliedstaat in den die Waren versendet werden sollen. Das Herkunftsland / Bestimmungsland werden anhand eines zweistelligen alphabetischen Codes angegeben. Nur Mitgliedsländer der EU kommen dafür in Frage:

Belgien	BE	Griechenland	GR	Niederlande	NL	Slowakei	SK
Bulgarien	BG	Irland	IE	Nordirland	XI	Slowenien	SI
Dänemark	DK	Italien	IT	Österreich	AT	Spanien	ES
Deutschland	DE	Kroatien	HR	Polen	PL	Tschechische Republik	CZ
Estland	EE	Lettland	LV	Portugal	PT	Ungarn	HU
Finnland	FI	Litauen	LT	Rumänien	RO	Zypern	CY
Frankreich	FR	Malta	MT	Schweden	SE		

7.3.2. Ursprungsland

Ursprungsland*

MY Malaysia

Als Ursprungsland gilt das Land, in dem die Waren ihren Ursprung haben, also das Land in dem die Waren produziert oder zusammengesetzt wurden. Falls die Waren in zwei oder mehreren Ländern bearbeitet wurden, gilt das Land wo die letzte wesentliche wirtschaftlich gerechtfertigte Veränderung stattgefunden hat, dies von einer zu diesem Zweck ausgestatteten Firma und die zu einem neuen Produkt geführt hat oder eine wichtige Fertigungsstufe darstellt. Das Ursprungsland ist ein zweistelliger alphabetischer Kode, der in der nachfolgenden Geonomenklatur zu finden ist.

Gemäß der Verordnung (EU) 2019/2152 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. November 2019 über europäische Unternehmensstatistiken ist die Angabe auf allen Meldungen der Versendungen obligatorisch.

GEONOMENKLATUR

Abu Dhabi	AE	Brunei	BN	Ghana	GH	Kongo	CG
Admiralitätsinseln	PG	Brunei Darussalam	BN	Gibraltar	GI	Kongo (Dem. Republik)	CD
Adschman	AE	Buka	PG	Gozo	MT	Kosovo	XK
Afghanistan	AF	Bulgarien	BG	Grande Comore	KM	Kosrae	FM
Agalegainiseln	MU	Burkina Faso	BF	Grande Terre	YT	Kroatien	HR
Ägypten	EG	Burundi	BI	Grenadinen(Südliche)	GD	Kuba	CU
Alandinseln	FI	Büsingen	CH	Griechenland	GR	Kuwait	KW
Albanien	AL	Cabinda	AO	Grönland	GL	La Digue	SC
Aldabra	SC	Campione d'Italia	CH	Großbritannien	XU	Labuan	MY
Algerien	DZ	Carajos Shoals	MU	Guadeloupe	FR	Laos	LA
Alhucemas	XL	Cargados	MU	Guam	GU	Lesotho	LS
Alphonse	SC	Ceuta	XC	Guatemala	GT	Lettland	LV
Amerikanisch Samoa	AS	Chafarinas	XL	Guinea	GN	Libanon	LB
Amerikanische Jungferninseln	VI	Chile	CL	Guinea-Bissau	GW	Liberia	LR
Amirantesinseln	SC	China	CN	Guyana	GY	Libyen	LY
Amsterdam	TF	Chuuk	FM	Haiti	HT	Liechtenstein	LI
Andorra	AD	Clipperton	PF	Halbinsel-Malaysia	MY	Lifou	NC
Angola	AO	Coëtivy	SC	Heard	HM	Litauen	LT
Anguilla	AI	Comino	MT	Heiliger Stuhl	VA	Livigno	IT
Anjouan	KM	Cookinseln	CK	Helgoland (Insel)	DE	Louisiade-Archipel	PG
Antarktis	AQ	Cosmoledoinseln	SC	Henderson	PN	Loyautéinseln	NC
Antigua und Barbuda	AG	Costa Rica	CR	Honduras	HN	Macau	MO
Äquatorialguinea	GQ	Côte d'Ivoire	CI	Hongkong	HK	Madagaskar	MG
Argentinien	AR	Crozetinseln	TF	Howlandinsel	UM	Madeira	PT
Armenien	AM	Curaçao	CW	Indien	IN	Mahé	SC
Aruba	AW	Dänemark	DK	Indonesien	ID	Maisinseln	NI
Ascension	SH	Desroches	SC	Irak	IQ	Malawi	MW
Aserbaidtschan	AZ	Deutschland	DE	Iran	IR	Malaysia	MY
Äthiopien	ET	Dominica	DM	Irland	IE	Malediven	MV
Australien	AU	Dominikanische Republik	DO	Island	IS	Mali	ML
Australinseln	PF	Dschibuti	DJ	Israel	IL	Malta	MT
Azoren	PT	Dubai	AE	Italien	IT	Malwinen	FK
Bahamas	BS	Ducie	PN	Jamaika	JM	Man (Insel)	XU
Bahrain	BH	Ecuador	EC	Jan Mayen	NO	Maré	NC
Bakerinsel	UM	El Salvador	SV	Japan	JP	Marokko	MA
Balearen	ES	Elfenbeinküste	CI	Jarvisinsel	UM	Marquesasinseln	PF
Bangladesch	BD	Entrecasteuxinseln	PG	Jemen	YE	Marshallinseln	MH
Barbados	BB	Eritrea	ER	Johnstoninsel	UM	Martinique	FR
Belarus	BY	Estland	EE	Jordanien	JO	Matsu	TW
Belau	PW	Falklandinseln	FK	Kaimaninseln	KY	Mauretanien	MR
Belgien	BE	Färöer	FO	Kambodscha	KH	Mauritius	MU
Belize	BZ	Farquhar	SC	Kamerun	CM	Mayotte	YT
Benin	BJ	Fidschi	FJ	Kanada	CA	Mazedonien	MK
Bermuda	BM	Finnland	FI	Kanarische Inseln	ES	McDonaldinseln	HM
Besetzte Palestinensiche Geb.	PS	Frankreich	FR	Kap Verde	CV	Melilla	XL
Bhutan	BT	Französische Südgebiete	TF	Kasachstan	KZ	Mexiko	MX
Birma	MM	Frz. Überseedepartemente	FR	Katar	QA	Midway	UM
Bismarck-Archipel	PG	Französisch Guyana	FR	Keelinginseln	CC	Mikronesien	FM
Bolivien	BO	Französisch Polynesien	PF	Kenia	KE	Mohéli	KM
Bonaire, Saba, Sint Eustatius	BQ	Frégate	SC	Kerguelen	TF	Monaco	FR
Bosnien-Herzegowina	BA	Fudschaira	AE	Kimmen	TW	Mongolei	MN
Botsuana	BW	Gabun	GA	Kingmanriff	UM	Montenegro	ME
Bougainville	PG	Galapagosinseln	EC	Kirgisistan	KG	Montserrat	MS
Bouvetinsel	BV	Gambia	GM	Kiribati	KI	Mosambik	MZ
Brasilien	BR	Gambier	PF	Kleinere Amerik. Inseln	UM	Myanmar	MM
Britische Jungferninseln	VG	Gazastreifen	PS	Kokosinseln	CC	Namibia	NA
Britische Kanalinseln	XU	Georgien	GE	Kolumbien	CO	Nauru	NR
Nepal	NP	Plate	SC	Slowakei	SK	Tschagosinseln	IO
Neubritannien	PG	Pohnpei	FM	Slowenien	SI	Tschechische Republik	CZ
Neuguinea (Ostteil)	PG	Polen	PL	Somalia	SO	Tuamotu	PF

Neuhannover	PG	Portugal	PT	Spanien	ES	Tunesien	TN
Neuirland	PG	Praslin	SC	Sri Lanka	LK	Türkei	TR
Neukaledonien	NC	Providence	SC	St. Barthélemy	BL	Turkmenistan	TM
Neuseeland	NZ	Puerto Rico	US	St. Helena	SH	Turks- und Caicosinseln	TC
Nicaragua	NI	Ras Al Chaima	AE	St. Kitts und Nevis	KN	Tuvalu	TV
Niederlande	NL	Republik Moldau	MD	St. Lucia	LC	Uganda	UG
Niger	NE	Réunion	FR	Sint Maarten(südl. Teil)	SX	Ukraine	UA
Nigeria	NG	Rodrigues	MU	St. Paul	TF	Umm al Kaiwain	AE
Niue	NU	Ruanda	RW	St. Pierre u. Miquelon	PM	Ungarn	HU
Nordirland	XI	Rumänien	RO	St. Vincent	VC	Uruguay	UY
Nordkorea	KP	Russland	RU	St.Brandoninseln	MU	Usbekistan	UZ
Nördliche Marianen	MP	Sabah	MY	Südafrika	ZA	Vanuatu	VU
Norfolkinseln	NF	Salomonen	SB	Sudan	SD	Vatikanstadt	VA
Norwegen	NO	Salomonen(nörtl.)	PG	Südgeorgien	GS	Vélez de la Gomera	XL
Oeno	PN	Sambia	ZM	Südkorea	KR	Venezuela	VE
man	OM	Samoa	WS	Südsudan	SS	Ver. Arabische Emirate	AE
Österreich	AT	San Marino	SM	Suriname	SR	Ver. Staaten von Amerika	US
Ost-Jerusalem	PS	Sandwichinseln (südl.)	GS	Svalbard	NO	Vereinigtes Königreich	XU
Ostmalaysia	MY	Sansibar	TZ	Swasiland	SZ	Vietnam	VN
Timor-Leste	TL	Sao Tomé u. Principe	ST	Syrien (Arab.Republik)	SY	Wake	UM
Ouvéa	NC	Sarawak	MY	Tadschikistan	TJ	Wallis und Futuna	WF
Pakistan	PK	Saudi-Arabien	SA	Tahiti	PF	Weihnachtsinsel	CX
Palau	PW	Schardscha	AE	Taiwan	TW	Weißrussland	BY
Palmyrainsel	UM	Schwaneninseln	HN	Tanganjika	TZ	Westjordanland	PS
Pamandzi	YT	Schweden	SE	Tansania	TZ	Westsahara	EH
Panama	PA	Schweiz	CH	Thailand	TH	Woodlark	PG
Papua-Neuguinea	PG	Senegal	SN	Togo	TG	Yap	FM
Paraguay	PY	Serbien	XS	Tokelau	TK	Zentralafrikanische Republik	CF
Pemba	TZ	Seychellen	SC	Tonga	TO	Zypern	CY
Penghu	TW	Sierra Leone	SL	Trinidad und Tobago	TT		
Peru	PE	Silhouette	SC	Tristan da Cunha	SH		
Philippinen	PH	Simbabwe	ZW	Trobriand	PG		
Pitcairnsinseln	PN	Singapur	SG	Tschad	TD		

Spezialcodes	
Schiffs & Luftfahrzeugsbedarf, nicht zu ermittelndes Land	QQ
Schiffs & Luftfahrzeugsbedarf, nicht zu ermittelndes EU-Land	QR
Schiffs & Luftfahrzeugsbedarf, nicht zu ermittelndes Land außerhalb der EU	QS
Nicht zu ermittelndes Land	QU
Nicht zu ermittelndes EU-Land	QV
Nicht zu ermittelndes Land außerhalb der EU	QW
Aus wirtschaftlichen oder militärischen Gründen nicht angegebenes Land	QX
Aus wirtschaftlichen oder militärischen Gründen nicht angegebenes EU-Land	QY
Aus wirtschaftlichen oder militärischen Gründen nicht angegebenes Land außerhalb der EU	QZ
Schiffs & Luftfahrzeugsbedarf, nicht zu ermittelndes Land	QQ

7.3.3. Art des Geschäfts (gültig ab dem 01.01.2022)

(Auf dem IdepWeb Portal finden Sie die geltenden Codes vor dem 01.01.2022)

Art des Geschäfts*

11 Endgültiger Kauf/Verkauf

Unter Art des Geschäfts ist die Summe der Merkmale zu verstehen (Kauf / Verkauf, Veredelung, ...), die dazu dienen, die einzelnen Transaktionen voneinander zu unterscheiden. Die Art des Geschäfts wird anhand eines zweistelligen Codes angegeben:

Bezeichnung	Code
Geschäfte mit tatsächlicher Eigentumsübertragung bei finanzieller Gegenleistung	
Endgültiger Verkauf oder Kauf (ausgenommen direkter Handel mit oder durch private(n) Verbraucher(n))	11
Direkter Handel mit/von privaten Verbrauchern (einschließlich Fernverkauf)	12
Rücksendung und unentgeltliche Ersatzlieferung von Waren, die bereits erfasst wurden:	
Rücksendung von Waren	21
Ersatz für zurückgesandte Waren	22
Ersatz (z.B. unter Garantie) für nicht zurückgesandte Waren	23
Geschäfte (nicht vorübergehender Art) mit Eigentumsübertragung, aber ohne finanzielle oder andere Gegenleistung	
Beförderungen in oder aus ein(em) Lager (ausgenommen Auslieferungs- und Konsignationslager) (siehe 5.2.14)	31
Ansichts- oder Probesendungen (einschließlich Auslieferungs- und Konsignationslager)	32
Finanzierungsleasing (Mietkauf) (siehe 5.2.10)	33
Geschäfte mit Eigentumsübertragung ohne finanzielle Gegenleistung	34
Geschäfte zur Lohnveredelung (ohne Eigentumsübertragung): (siehe 5.2.4)	
Waren, die voraussichtlich in den/das ursprüngliche(n) Ausfuhrmitgliedstaat/Ausfuhrland zurückgelangen	41
Waren, die voraussichtlich nicht in den/das ursprüngliche(n) Ausfuhrmitgliedstaat/Ausfuhrland zurückgelangen	42
Geschäfte nach der Lohnveredelung (ohne Eigentumsübertragung): (siehe 5.2.4)	
Waren, die in den/das ursprüngliche(n) Ausfuhrmitgliedstaat/Ausfuhrland zurückgelangen	51
Waren, die nicht in den/das ursprüngliche(n) Ausfuhrmitgliedstaat/Ausfuhrland zurückgelangen	52
Warensendung zur oder nach Reparatur oder Wartung: (siehe 5.2.5)	
Warensendung hinsichtlich einer kostenpflichtigen Reparatur oder Wartung	61
Warensendung nach einer kostenpflichtigen Reparatur oder Wartung	62
Warensendung hinsichtlich einer kostenfreien Reparatur oder Wartung	63
Warensendung nach einer kostenfreien Reparatur oder Wartung	64
Geschäfte zur bzw. nach der Zollabfertigung (ohne Eigentumsübertragung, betrifft Waren im Quasi-Import oder Quasi-Export):	
Überführung von Waren in den zollrechtlich freien Verkehr in einem Mitgliedstaat [MS] mit anschließender Ausfuhr in einen anderen MS (Quasi-Import): (1) intra-EU Export von Waren in einen anderen MS, die davor als Quasi-Importe via LU eingeführt wurden (2) intra-EU Import von Waren aus einem anderen MS, die davor als Quasi-Importe via jenen MS eingeführt wurden	71
Verbringung von Waren aus einem MS in einen anderen MS zur Überführung der Waren in das Ausfuhrverfahren (Quasi-Export): (1) intra-EU Export von Waren in einen anderen MS zwecks eines Quasi-Exports in ein Drittland via jenen MS (2) intra-EU Import von Waren aus einem anderen MS zwecks eines Quasi-Exports in ein Drittland via LU-Export):	72
Geschäfte mit Lieferung von Baumaterial und technischen Ausrüstungen im Rahmen von Hoch- oder Tiefbauarbeiten als Teil eines Generalvertrags, bei denen keine einzelnen Waren in Rechnung gestellt werden (Rechnung über den Gesamtwert des Vertrags)	80
Andere Geschäfte, die sich den anderen Codes nicht zuordnen lassen	
Miete, Leihe und Operatives Leasing über mehr als 24 Monate (siehe 5.2.11)	91
Sonstige	99

7.3.4. Verkehrszweig

Verkehrszweig*

3 Straßenverkehr

Unter Verkehrszweig versteht man bei der Versendung und beim Eingang, das Beförderungsmittel, mit dem die Waren vermutlich die Grenze Luxemburgs überquert haben.

Der Verkehrszweig wird anhand eines einstelligen numerischen Codes angegeben:

Bezeichnung	Kode
Eisenbahnverkehr	2
Straßenverkehr	3
Luftverkehr	4
Postsendung	5
Fest installierte Transporteinrichtung	7
Binnenschifffahrt	8
Eigener Antrieb	9

Beispiele:

- Eine Ware die via Flughafen nach Luxemburg kommt, erhält den Kode 4;
- Ein LKW der nach Luxemburg gefahren wird, erhält den Kode 9;
- Ein PKW der auf einem LKW transportiert wird, erhält den Kode 3.

7.3.5. Firmeneigener Kode

Firmeneigener Code

Die Eingabe einer firmeninternen Artikelbezeichnung ist fakultativ (aus der Tabelle „Firmeneigene Güterkode“, Menü „Tabellen“)

7.3.6. Warennummer KN8

KN8 Güterkode*

08043000

Die statistischen Daten sind je nach Warenart anzugeben d.h. nach den achtstelligen Warennummern der Kombinierten Nomenklatur (KN8). Wir weisen darauf hin, dass die Ausgabe 2022 der Warennomenklatur auf unserer Internetseite www.statec.lu (Enquêtes - Espace entreprises - Intrastat) kostenlos heruntergeladen werden kann.

Im IDEP.WEB ist die aktuelle Fassung der Warennomenklatur enthalten. Anhand eines Suchmoduls basierend auf Schlüsselwörtern, können Sie Warennummern leicht auffinden. Falls Sie Fragen zu Waren und deren Codes haben, wenden Sie sich an unseren Helpdesk (siehe Kapitel 8).

7.3.7. Nettomasse

Netto Masse in Kg*

1 000

Die obligatorische Angabe der Nettomasse entfällt, falls eine Zusatzeinheit für die jeweilige Warennummer angegeben werden muss.

Die Nettomasse der Waren, das heißt ohne das Gewicht der Verpackungen, wird in Kilogramm angegeben. Falls das Gewicht eines Artikels nicht auf der Rechnung steht, sollten Sie auf andere Quellen zurückgreifen:

- den Zulieferer befragen,
- Kataloge oder Handbücher konsultieren,
- die Nettomasse anhand der Stückzahl errechnen,
- ...

Falls diese Quellen zu keinem Ergebnis führen, müssen Sie eine möglichst genaue Schätzung der Nettomasse des anzugebenden Artikels abgeben.

7.3.8. Zusatzeinheit

Zusatz-Einheit (Stück)*

Die Zusatzeinheiten sind für bestimmte Warennummern erforderlich. Es ist eine Mengeneinheit, die anders als in Kilogramm ausgedrückt wird (z.B. Stückzahl, Liter, Quadratmeter, Kubikmeter, usw.).

7.3.9. Währung

Währung

Dieses Feld kann für eine Umrechnung von Devisen in Euro benutzt werden.

7.3.10. Rechnungswert

Rechnungswert in EURO*

Es handelt sich hier um den Betrag auf der Rechnung oder auf dem an ihre Stelle tretendes Dokument (z.B. Lieferschein) und dies ohne Mehrwertsteuer. Dieser Betrag ist pro Ware als einheitliche Zahl ohne Dezimalstellen anzugeben.

Falls der Rechnungsbetrag sowohl Dienstleistungen als auch Waren beinhaltet, darf nur der Wert der Waren angegeben werden.

Im besonderen Fall der Lohnveredelung oder der Reparatur wird der effektive Wert der Veredelung oder Reparatur im Intrastat-System trotzdem in Betracht gezogen. (Punkt 5.2.4).

7.3.11. Statistischer Wert

Statistischer Wert in EURO*

Im Prinzip ist der statistische Wert, der gerechnete Betrag an der luxemburgischen Grenze. Es wird zwischen Eingang und Versendung unterschieden.

Versendungen von Luxemburg in einen anderen Mitgliedstaat.

Theoretisch besteht der statistische Wert aus dem Betrag der Ware und den zusätzlichen Kosten (Versicherung, Transport,...) für den Teil des Transportwegs auf luxemburgischem Territorium. Aufgrund der geringen Größe Luxemburgs sind die Transport und Versicherungs-kosten innerhalb der luxemburgischen Grenzen gering im Vergleich zum ganzen Transportweg. Deswegen verzichtet STATEC auf die genaue Aufteilung.

Folglich sind bei einer Rechnung „ab Werk“ der statistische Wert und der Rechnungsbetrag identisch. Bei einer Lieferung „frei Haus“ müssen also die gesamten Nebenkosten vom Rechnungsbetrag abgerechnet werden, um den statistischen Wert zu erhalten.

Eingänge nach Luxemburg aus einem anderen Mitgliedstaat

Theoretisch besteht der statistische Wert aus dem Betrag der Ware und den zusätzlichen Kosten (Versicherung, Transport,...) für den Teil des Transportwegs außerhalb des luxemburgischen Territoriums.

Aufgrund der geringen Größe Luxemburgs verzichtet STATEC auch hier darauf, dass die Auskunftspflichtigen den Teil der Nebenkosten innerhalb der luxemburgischen Grenzen abziehen. Sodass bei einer Rechnung „frei Haus“ der statistische Wert gleich dem Rechnungsbetrag ist. Bei einer Lieferung „ab Werk“ müssen also die gesamten Nebenkosten zum Rechnungsbetrag hinzugerechnet werden, um den statistischen Wert zu erhalten.

Für Waren, die aus Veredelungsvorgängen oder Reparaturen hervorgehen, wird der statistische Wert so bestimmt, als wenn die Waren gänzlich im Veredelungsmitgliedstaat hergestellt worden wären (siehe Punkt 5.2.4).

7.3.12. Referenz

Referenz

Die Angabe der Referenz ist fakultativ. Das Feld kann zum Beispiel für eine Rechnungsnummer benutzt werden.

7.4. Zusammenfassende Tabelle der obligatorischen Meldungsdaten

Informationen	Vereinfachte Meldung	Ausführliche Meldung	Erweiterte ausführliche Meldung
Administrative Auskünfte			
Identifikationsnummer	X	X	X
Daten des Auskunftspflichtigen	X	X	X
Berichtszeitraum	X	X	X
Statistische Daten			
Partner-Mehrwertsteuernummer(V)	X	X	X
Herkunftsland (E) Bestimmungsland (V)	X	X	X
Ursprungsland	X (V)	X (E+V)	X (E+V)
Art des Geschäfts		X	X
Verkehrszweig			X
Warennummer	X	X	X
Nettomasse		X	X
Zusatzeinheit		X	X
Rechnungswert	X	X	X
Statistischer Wert			X
(E) Eingänge			
(V) Versendungen			

Gemäß der Verordnung (EU) 2019/2152 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. November 2019 über europäische Unternehmensstatistiken ist die Angabe der Mehrwertsteuernummer des innergemeinschaftlichen Handelspartners und des Ursprungslandes in den Meldungen der Versendungen obligatorisch.

8. HELPDESK INTRASTAT

Allgemeine Fragen (Warennummern, schriftliche Unterlagen, Meldungsbefreiung, usw.):

Email: info-intrastat@statec.etat.lu

Tel: 247 84225 (Frau Noesen)

Fragen zu IDEP.WEB:

Email: support-intrastat@statec.etat.lu

Tel: 247 84286 (Herr Jossa) oder 247 74286 (Herr De Sousa)

9. GEHEIMHALTUNGSPRINZIPIEN

Im Allgemeinen sind die statistischen Ämter gebunden keine individuellen sowie individualisierbaren Daten zu veröffentlichen. Dieses Prinzip ist ebenfalls in einer Verordnung der Europäischen Union festgehalten. Für die Außenhandelsstatistik besteht allerdings eine grundlegende Ausnahme für alle Mitgliedsstaaten inklusiv Luxemburg. Durch diese Verordnung ist Luxemburg verpflichtet dieses spezielle Geheimhaltungsverfahren für die Außenhandelsstatistik zu übernehmen.

Allerdings können betroffene Unternehmen beantragen, dass Daten, die ihre Aktivitäten offen legen würden, geheim gehalten werden. Die Ursache für dieses spezielle Geheimhaltungsverfahren ist das Vorhandensein in den anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union und den internationalen Organisationen (u.a. Eurostat, OCDE, UNO) von Daten über den Handel mit Luxemburg, die ein Spiegelbild der in Luxemburg existierenden Daten darstellen. Diese spezifische Regelung in der statistischen Geheimhaltung gilt allerdings nur für die Außenhandelsstatistik.

Es wird darauf hingewiesen, dass STATEC für alle Statistiken, die Außenhandelsdaten inbegriffen, auch weiterhin keine individuellen Daten (d.h. Daten die von einer einzelnen Firma angegeben wurden) an Dritte weiterleiten wird.

10. GEMEINSCHAFTLICHE RECHTSVORSCHRIFTEN

Verordnung (EU) 2019/2152 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. November 2019 über europäische Unternehmensstatistiken, zur Aufhebung von zehn Rechtsakten im Bereich Unternehmensstatistiken.

Durchführungsverordnung (EU) 2020/1197 der Kommission vom 30. Juli 2020 zur Festlegung technischer Spezifikationen und Einzelheiten nach der Verordnung (EU) 2019/2152 des Europäischen Parlaments und des Rates über europäische Unternehmensstatistiken, zur Aufhebung von zehn Rechtsakten im Bereich Unternehmensstatistiken

Durchführungsverordnung (EU) 2020/1470 der Kommission vom 12. Oktober 2020 über das Verzeichnis der Länder und Gebiete für die europäischen Statistiken über den internationalen Warenverkehr und die geografische Aufgliederung für sonstige Unternehmensstatistiken

Durchführungsverordnung (EU) 2021/1225 der Kommission vom 27. Juli 2021 zur Festlegung der Einzelheiten für den Datenaustausch gemäß der Verordnung (EU) 2019/2152 des Europäischen Parlaments und des Rates und zur Änderung der Durchführungsverordnung (EU) 2020/1197 der Kommission in Bezug auf den Mitgliedstaat der Ausfuhr außerhalb der Union und die Pflichten der Meldeeinheiten

[illegible]

Table de conversion – Umstellungs-Tabelle 2022 / 2023

Voir listing sur le portail IDEP.WEB et sur statec.lu

Die Umstellungs-Tabelle finden Sie in IDEP.WEB und auf statec.lu

Thèmes

Actualités

Publications

Services au public

Enquêtes

Statistique publique

Codes marchandises

2022

2023

Textes officiels [PDF \(Pdf, 1,12 Mo\)](#) [XLSX \(Excel, 679 Ko\)](#)

Textes officiels [PDF \(Pdf, 2,19 Mo\)](#) [XLSX \(Excel, 687 Ko\)](#)

Textes auto-explicatifs [PDF \(Pdf, 1,20 Mo\)](#) [XLSX \(Excel, 779 Ko\)](#)

Textes auto-explicatifs [PDF \(Pdf, 1,15 Mo\)](#) [XLSX \(Excel, 754 Ko\)](#)

Nouveaux codes [PDF \(Pdf, 35 Ko\)](#) [XLSX \(Excel, 23 Ko\)](#)

Nouveaux codes [PDF \(Pdf, 84 Ko\)](#) [XLSX \(Excel, 14 Ko\)](#)

Codes supprimés [PDF \(Pdf, 56 Ko\)](#) [XLSX \(Excel, 16 Ko\)](#)

Codes supprimés [PDF \(Pdf, 8 Ko\)](#) [XLSX \(Excel, 14 Ko\)](#)

Tables de transposition 2021 vers 2022 [PDF \(Pdf, 146 Ko\)](#) [XLSX \(Excel, 118 Ko\)](#)

Tables de transposition 2022 vers 2023 [PDF \(Pdf, 52 Ko\)](#) [XLSX \(Excel, 13 Ko\)](#)

Tables de transposition 2022 vers 2021 [PDF \(Pdf, 149 Ko\)](#) [XLSX \(Excel, 119 Ko\)](#)

Tables de transposition 2023 vers 2022 [PDF \(Pdf, 96 Ko\)](#) [XLSX \(Excel, 11 Ko\)](#)

[Eurostat \(version online\)](#)

[Eurostat \(version online\)](#)